

XXXIV. Sungala I et Kabambare (1)

Nous manquions de renseignements bien précis sur ce qui se passait chez les révoltes pendant que l'ÉC se livrait à ce petit ballet des commandants en chef. Une trêve de quatre mois, bien qu'elle ait été assez courte, leur permit à tout le moins de reprendre leur souffle, de panser leurs blessures et d'incorporer de nouvelles recrues pendant que se poursuivaient les négociations. Le fait même que celles-ci se déroulent et que le bruit s'en répande ne pouvait que leur être bénéfique, même si l'effet n'en fut pas forcément aussi désastreux que le donne à penser les écrits de l'époque. Leur sentiment d'humiliation à l'idée de négocier avec les Baoni est sans doute proportionnel, moins au préjudice effectivement subi par la réputation de l'État qu'à leur prétention à apparaître comme des surhommes. La F.P. semble avoir préféré par moments s'adonner à l'auto-accusation que d'attribuer ses défaites à la valeur de ses adversaires. Long fut certes un chef versatile, hésitant, changeant d'avis et de tactique avec une facilité qui frise l'incohérence. Mais la plupart des acquis des révoltes sont attribuables aux efforts des Baoni eux-mêmes, que la F.P. avait été incapable d'entraver sérieusement. Au moment du limogeage de Dhanis et de l'ouverture des pourparlers, ils s'étaient déjà regroupés tous dans une même région, avaient entrepris de reconstituer leurs unités, d'envoyer de nouvelles recrues parmi les populations locales et avaient restauré l'unité de commandement.

À ce propos, nous ne savons pas de façon claire qui était Prani Kandolo, puisque cette expression signifie simplement *le successeur de Kandolo*, et que l'on n'a pas gardé trace de la façon dont il s'appelaient auparavant (2). Selon toute vraisemblance, il ne s'agit pas d'un des chefs présents depuis le début de la révolte. En effet, lorsqu'ils tombèrent les uns après les autres, on les identifia séparément. Malencontreusement, on ne dispose à ce sujet d'aucune certitude absolue, parce qu'une fois de plus on dispose de trop de endavres! Ainsi prétendit-on identifier à Bwana Debwa le corps de Mumie Pore, que l'on avait déjà reconnu en 1897 après Kisinghe/Walota! Visiblement, une fois de plus, les prisonniers se sont empressés d'abonder dans les sens de leurs interrogateurs, et ceux-ci n'ont jamais hésité à proclamer *la mort du grand chef*, soit par

surtout quant à cette date par Cornet, qui éprouve cependant le besoin de concentrer encore plus d'événements dans cette journée, de sorte qu'il y met en scène un Dhanis extra-fleuve... qui le 25 février un rapport de Ghone, relatant les combats de Ngweshé le... 18 juin, et que Ghone n'écrit que le 201 Meyers en parle bien dans le même chapitre, mais évidemment pas dans la même scène.

24) P. op. cit. page 137. L'article *Inzida* décret du 30.7.97, que nous publions par ailleurs, évoquant explicitement le maintien sous les drapeaux de soldats *in de terre*. La violation de cette disposition sera plus tard l'une des causes de la révolte de Shinkabasa (voir ci infra).

25) Meyers, op. cit. pp. 243-248, T. P. 438-439.

26) On a donc fait, plus au moins, en creux, un petit peu d'espionnage, car en son...

27) Dhanis.

28) Nourritrice (en général), de l'anglais *chop*, française, c'est-à-dire.

29) L'équation *bono* - *Assu* pourrait bien être une interprétation de l'ong.

30) L'ong.

31) Le gouvernement colonial, et plus particulièrement le gouverneur.

32) Op. cit., page 437.

33) Op. cit., page 233.

34) Op. cit., page 233.

35) On allègue encore pour ce type de mariage mixte, le désir d'une femme *soignée*. Il est à croire que des gens réussissent à sejourner longuement en Afrique sans jamais entendre une Africaine en train d'ingérer son mari, non de le battre...

36) Du moins pour l'archétype lemmim que des officiers de la F.P. avaient et l'esprit la fragile détonnante de la bourgeoisie.

37) E.P., op. cit. page 487.

38) LEJELINE, op. cit. page 159.

39) CORNET, op. cit. page 243.

40) D'après Meyers, op. cit. page 214.

41) Obligation de choisir son conjoint hors de son clan, et éventuellement d'un ou de plusieurs autres, considérés, comme d'une parente, trop étroite et prêtant donc à *invoque*, encore qu'on ait toléré, voire recommandé certaines unions qui passeraient aujourd'hui pour consanguines, et regardé comme *macabres* des mariages qui ne nous apparaîtraient pas comme tels.

42) Dans Meyers, op. cit. page 217.

43) Les Africains sont très habitués à confronter des coutumes différentes. En effet, leurs ensemble ethniques et sociaux (tribus, clans, etc...) sont rarement fermés sur eux-mêmes. Ils sont donc en général très ouverts à la recherche d'un *modus vivendi* impliquant le brassage de diverses coutumes dans le respect mutuel. Les malentendus parfois tragiques, survenus dans ce domaine sont imputables à la prétention d'imposer un système de coutume, que ce soit celui des Européens ou celui d'un groupe ethnique ayant leur faveur, au détriment des autres, sous prétexte de sa *supériorité*.

44) D'après Meyers, op. cit. pp. 217-218.

45) C'est difficile qui n'est pas énorme, compte tenu du gaspillage de munitions qui se fait sans de part et d'autre au moindre combat.

46) *Destruction* qui est parfois contestée. Elles sont en tous cas *inaccessibles*. Nous citons les documents qui suivent d'après LEJELINE, op. cit. pp. 159-161, et MEYERS, op. cit. 230-237.

47) Cornet, op. cit. pp. 253-254.

48) Dans Meyers, op. cit. page 230.

49) Ibidem, pp. 231-232. Les citations de cette lettre ont curieusement retenu à ce temps, pour se réduire presque à je ferai ce que je puis, c'est tout! Les grands colimaux sont des héros, donnez-leur recrutement pas, surtout pas contre le Roi ou le Gouverneur (général)!



suite d'un calcul psychologique, soit parce qu'ils étaient excédés d'être traités en incapables par Bruxelles et Boma.

Personnellement, nous inclinons à considérer l'identification de Munnie Pore par Meyers après Bwana Debwa comme fantaisiste; Meyers et la plupart de ses soldats ne l'avaient jamais rencontré, alors qu'on ne manquait pas de gens le connaissant à Kiscenge/Walota. On n'a jamais contesté la mort de Salioko, et celle de Kandolo est évidente par le fait même qu'on lui ait donné un successeur. Des chefs de la première heure, il ne devait donc rester que Changuvu et Kalukula. La date présumée du décès du premier nous est connue, et le deuxième pourrait bien avoir réussi à s'échapper. Il y a donc toute apparence que Piani Kandolo ait été une personne distincte de ces deux chefs.

Il est par contre très probable que les révoltés en train de fortifier Baraka suivant le rapport du 13 octobre du Commandant Heeq (Mtona) (3) appartenaient aux troupes de Changuvu, et que ce sont elles qui ont agi à Sungula. Cette localité est située sur le chemin de Kabambara au lac Tanganyika qui permet, à travers la trouée marécageuse de Kalembelembe d'atteindre Fizi et Baraka sans avoir à escalader et à redescendre les Mitumba. La tribu locale, les Baye (Wahudje de Long) inclinait plutôt vers les Baoni parmi lesquels il y avait de ses membres. Mais Long ne désespérait pas de les détacher de leur cause. A la fin d'octobre 1898, il entreprit de concentrer dans ce village un millier d'hommes. Il y avait déjà là quatre cents soldats, normalement commandés par Swensson. Ce dernier avait été évacué sur Kabambara pour cause de maladie, laissant le commandement au capitaine suisse Lardy, assisté du lieutenant belge Stevens et de deux sous-officiers, Ardevel et Schrymmakers. Long voulait le rejoindre avec environ huit cents hommes, pris sur la garnison de Kabambara, dont une avant-garde de 250 hommes aux ordres du commandant Alban Lemaire.

Dans le contexte de cette guerre, concentrer mille hommes était un mouvement important [d'autant moins discret qu'il y avait comme toujours des femmes et des porteurs] et pouvait difficilement passer pour une promenade de routine. Même les mieux intentionnés des Baoni pouvaient se convaincre sans peine que tout cela présageait une offensive vers Baraka, et représentait donc un fait en contradiction flagrante avec les offres de paix. On avait eu raison de se méfier, les pourparlers n'étaient qu'une ruse des Blancs, toujours aussi mal intentionnés! Ajoutons que Sungula présentait un autre aspect tentant: un dépôt de dix mille cartouches. Les Baoni résolurent donc de prendre les devants et de prendre Sungula avant l'arrivée de Lemaire.

Cette attaque ne passa rien au hasard: elle se passa le 4 novembre à 6h30, après que le poste ait été entouré à la faveur d'un épais brouillard

par les révoltés en nombre supérieur. Long, qui n'a pu être renseigné par Stevens, parle dans son rapport à Van Criele, déjà cité, de tous les rebelles (1.000 hommes). Il s'agit sans conteste d'une estimation faite un peu au hasard, car on voit mal comment Stevens aurait pu faire une estimation précise à travers le brouillard épais encore par la fumée de la poudre (la garnison tira toutes ses cartouches). Cependant, il était certainement dans les moyens de Changuvu d'aligner autant d'hommes, surtout avec le soutien des populations locales (4). Mais on peut aussi soupçonner Stevens, qui avait été battu, d'avoir voulu mettre en relief la supériorité numérique de l'ennemi...

Lardy, Ardevel et deux cents hommes tombèrent en peu de temps. Schrymmakers (deux fois blessé) et Stevens réussirent à s'échapper en faisant une percée qui coûta la vie à cinquante autres soldats. Il put rejoindre Lemaire, qui fait un peu figure de Grouchy: il avait annoncé son arrivée pour la veille, mais n'avait pu réussir à faire marcher ses soldats! Complétez avec les Baoni? Ou *grogne* liée aux éternels retards de solde et de ravitaillement? Ou la conviction que les champs de bataille ne sont pas des endroits sains à fréquenter?... On ne sait.

La F.P. perdit dans cette affaire deux cent cinquante hommes, deux Européens, une centaine de fusils, tous les bagages et les femmes de la garnison de Sungula.

Plutôt affolé (on l'a vu par ses lettres) Long regagna Kabambara. Le lieutenant Swensson y avait succombé à la maladie dans la nuit du 12 au 13 novembre, alors que l'on croyait les Baoni encore à sept heures de marche du camp et fut inhumé immédiatement.

Pour ce qui suivit, nous empruntons son récit à Lejeune-Choquet (5): 'Le 13 novembre 1898, le jour même de l'enterrement de Swensson, les reconnaissances signalaient l'approche de l'ennemi. Le soir, vers 11 heures, le lieutenant Sterckx, assurant le service des avant-postes, se laissa aborder par une forte troupe, conduite par le chef N'Gouma. L'officier belge, trompé par l'obscurité, les laissa approcher. N'Gouma déclara qu'il venait faire sa soumission. Le lieutenant Sterckx, trop confiant, accorda alors la liberté aux hommes de N'Gouma qui, à la faveur de l'obscurité, pénétrèrent ainsi dans Kabambara sans donner l'éveil. De son côté, le lieutenant Sterckx, le 14, peu avant le lever du soleil, se replia dans sa demeure, dans la grande maison de l'arabe Abibu-ben-Selim, pour prendre quelque nourriture et faire ses apprêts pour la marche en avant.

Il venait de se mettre à table quand des coups de feu éclatèrent. Entendant cette fusillade, Sterckx regagna dare-dare son poste de combat à l'avant-garde sur la hauteur vers l'Est. Peu après, l'avant-garde reçut l'ordre de se replier par échelon. Le premier peloton, commandé

par le lieutenant Sterckx, se reporta à la hauteur du deuxième échelon où se trouvait Lemare. Ayant réuni toutes les troupes d'avant-garde, celui-ci donna ordre de se porter en arrière vers le village de l'Arabe Abbu. Pendant cette retraite, le lieutenant Sterckx fut blessé au bas de la nuque par une balle qui l'atteignit du côté gauche et sortit du côté droit. L'officier blessé, accompagné de deux grades noirs, rentra alors dans sa demeure pour se faire appliquer un pansement rapide, ressortit peu de temps après suivi de ses deux noirs, mais à ce moment, la place était occupée par les revolvers qui, tout en criant *Kamitani mzingu* (empoignez le blanc), tirèrent sur lui à bout portant. Sterckx tomba pour ne plus se relever.

Entre-temps, que s'était-il passé à Kabambare? Le matin, à l'heure où les soldats allaient prendre leur repas, retentissant un coup de claron, c'était le signal de l'attaque par les troupes de N'Gouma. Ceux-ci attaquent la place à l'improviste. Les blancs étaient à table; les soldats étaient occupés; les uns achevant leur repas, les autres faisant les paquets de la troupe. Les faïseaux étaient formés. Tout à coup l'ennemi apparut et fondu, avec une impétuosité qui aggrava d'avantage le désordre des soldats pris à l'improviste, et que leurs chefs n'eurent pas le temps de grouper. Chacun se défendit pour son propre compte au hasard des circonstances.

Ce combat extraordinaire dura une heure, après quoi, les soldats lâchèrent pied, les uns après les autres. C'était un sauve-qui-peut général dans la direction de Kasongo.

Le rapport de Long à Dhanis (6) précise: 'Ce matin nous avons été repoussés de Kabambare à cause de la trahison des indigènes et des auxiliaires. MM. les lieutenants Rahbeck et Sterckx tués, lieutenant Adlerstrahl blessé (7), sous-officier Van Heek blessé. Peu d'hommes tués... Nous pousserons aujourd'hui chez Mwarabu et demain passerons Luama. La F.P. perdait surtout dans l'affaire tout l'équipement concentré à Kabambare: deux canons, des fusils et des cartouches en nombre important.

Dhanis, en proie à un accès de fièvre, dicta le 17 novembre la réponse suivante, qui n'est pas dépourvue d'un certain humour (8): 'J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre billet du 11 signalant une situation favorable, daté de Kabambare, de votre lettre du 14/11, à 8 heures, annonçant la mort du commandant Swensson et... les Bakusius à 7 heures de marche; de votre billet daté de Mumié Mugimba le 14/11/98, à 2h30, soit 6h30 après, notifiant l'échec de Kabambare.

Vous annoncez votre passage du Luama pour le 15 novembre; il aurait convenu d'y rassembler vos hommes pour faire un passage régulier et garder ce passage. Je vous rappelle que samedi (demain) il y a

marché. Il faut que celui-ci se fasse pour que je puisse voir les chefs et que les hommes puissent acheter des vivres; à cet effet vous ne viendrez pas. Kasongo immédiatement, mais rassemblez vos hommes et occupez une bonne position défensive (Moïna Kwanga, par exemple).

La première chose à faire, c'est de garder la Luama.

Le vice-gouverneur général, commandant supérieur (S.) Baron Dhanis.

La Luama était en effet le seul obstacle important entre Kabambare et Kasongo. Du 18 au 29 novembre, les huyards de Kabambare affluèrent à Kasongo, dans un tel désordre qu'il aurait été parfaitement impossible d'envoyer l'organisation d'un quelconque point de résistance sur la Luama. C'était à nouveau le sauve-qui-peut, dans le style de ce qui s'était passé après Ekwanga-Long, très démoralisé, et le lieutenant Delhaise, blessé, arrivèrent avec les derniers soldats en retraite le 20.

En fait, les pertes à Kabambare avaient été assez modestes: deux cents morts environ, ce qui ne constituait pas une catastrophe. Mais le moral des soldats était à nouveau au plus bas. C'était de certains officiers ne valait pas mieux, qui parlaient de repli derrière la Lowa, ce qui revenait à évacuer le Maniema. La F.P. s'attendait à voir les Baoni arriver sur les talons des huyards, oubliant un peu dans ses prévisions qu'elle-même n'avait jamais réussi à mettre sur pied une colonne de poursuite un peu convenable... Ne voyant rien venir, on en conclut comme à l'accoutumée que les révoltes s'étaient arrêtées à Kabambare pour s'y adonner au pillage, et qu'ils s'y vaudraient dans les délices de Capoue. On nous permettra de ne pas comprendre comment le camp de Kabambare, dont on nous dit à la fin d'octobre qu'il y règne la disette, et qu'on n'y trouve plus rien ni à voler ni à acheter, a pu se muet ainsi en jardin des délices...

Il nous faut renvoyer ici aux considérations qui ont été développées, de façon plus générale, dans le chapitre II: les ravages de la guerre en Afrique sont bien plus liés à la destruction de systèmes productifs vivriers précieuses et sensibles qu'aux opérations militaires proprement dites.

Dans les régions concernées par les opérations que nous décrivons ici, la saison des pluies va, en gros, d'octobre à mai. Il peut y avoir localement, entre autres dans les monts Mitumba ou se trouvaient les Baoni pendant l'année 1898, de courtes pluies sporadiques en septembre, que l'on qualifie parfois de *petite saison des pluies*, ou plus bucoliquement de *pluie des vaches*. (Elle provoque une petite repousse dont les tendres bourgeons sont très appréciés du bétail au sortir de la saison sèche, et qui permet d'attendre plus facilement la saison des pluies et la repousse proprement dite.) La campagne agricole va donc, elle aussi, d'octobre à

ma. Normalement, les gens devaient donc vivre à la fin de 1898 sur des réserves engrangées entre octobre 1987 et mai 1898, et sur les plantes – ou parties de plantes (9) – les plus haïves de la campagne qui devait aller d'octobre 1898 à mai 1899. Il n'est pas besoin de d'être grand clerc pour deviner que la campagne 97-98 fut fortement perturbée par les opérations militaires, et qu'un grand nombre de défrichement et de plantations pour 98-99 ne se firent pas. A quoi s'ajoutent, tant du côté gouvernemental que de celui de la révolte, plusieurs milliers de bouches supplémentaires à nourrir : soldats, femmes de soldats, porteurs et réfugiés.

Nous savons par les diaires des missions (10) que la F.P. fit procéder à des achats massifs de nourriture dans le Marungu pour ravitailler Mlwa, ce qui veut dire que ce poste était contraint de rechercher sa subsistance dans un rayon de 400 km ! Et ce n'était pas, de loin, le poste le plus peuplé. Même si l'on suppose que les Baoni, ou du moins les paysans des zones où ils se trouvaient, ont mis à profit la période de trêve due aux négociations pour se livrer à des travaux agricoles – possibilité assez réduite puisque cette trêve a eu lieu pour sa plus grande partie pendant la saison sèche – ceux-ci ne pouvaient commencer à porter leurs fruits qu'au début de 1899. Dans les deux armées, la disette était donc à l'ordre du jour !

Ajoutons qu'en l'occurrence, ce sont les Baoni qui se sont trouvés dans le rôle de poursuivants qui avait valu à Doorme et à Meyers des moments si pénibles à la fin de 1897. Car la précarité du tissu productif africain a aussi pour conséquence que si une première armée peut à la rigueur passer, en dépeuplant les habitants jusqu'à l'os, une deuxième qui se trouve lui courir après ne trouvera précisément que les os à ronger : là où les villages ne seront pas carrément abandonnés, on ne trouvera que des paysans réduits au plus extrême dénuement par les premiers passants, et qui défendront leurs dernières réserves avec l'énergie du désespoir. Et l'on finira par se battre pour une poule, par torturer pour connaître la cachette de quelques poignées de farine.

La prise de Kabambara représentait certes un succès militaire, y compris sur le plan des prises de guerre puisqu'il s'y trouvait un arsenal bien garni. Admettons même que quelques Blancs aient laissé derrière eux suffisamment de *médical-confort* pour que les Baoni s'adjudgent une solide *tonnée générale* à leur santé. La victoire de Kabambara ne va pas plus loin. Sur le plan du ravitaillement, les Baoni avaient devant eux une zone où la F.P. n'avait rien laissé à acheter ou à voler, et derrière eux un territoire où l'on n'en était qu'aux semailles. Il n'y a vraiment pas de quoi desserrer son ceinturon à la perspective de chaudes ventrées.

On a d'ailleurs trace de heurts violents entre eux et les populations locales, justement à propos du ravitaillement. La F.P. avait déjà pressé

les villageois comme des citrons. Les révoltes entreprirent néanmoins de mener encore quelques gouttes de l'écorce, et ce par des méthodes qui n'étaient guère plus tendres. Il s'ensuivit des escarmouches et de regrettables atrocités réciproques. Dhams fit état, peu après la prise de Kabambara, de la présence de *viraingozi* (11) et de chèvres que les villageois étaient en train de réunir pour les leur donner. Ce qui semble indiquer que les rebelles devaient, eux aussi, envisager de chercher leur subsistance dans un rayon assez large, puisqu'il y a une centaine de kilomètres entre Kabambara et Lusangi.

La disette, et les risques de s'aliéner définitivement les populations locales qu'entraînaient les batailles liées au ravitaillement, finirent par convaincre les Baoni de se retirer de Kabambara, non sans avoir détruit la place. Ils pouvaient estimer qu'ayant détruit *le grand camp des Blancs* (12), ils avaient mis la F.P. hors de combat au moins pour un bon moment.

Cette erreur allant leur être fatale.

XXXV. Campagne du Nouvel- An 1899. Bwana - Debwa

NOTES

- 1) Nous écrivons *Sungula* parce qu'il y a eu deux batailles à cet endroit. Il signifie bien de la même localité, contrairement à Kayeye I et II de 1895.
- 2) Ce fait n'est aucunement exceptionnel. Dans beaucoup de cas, ce que l'histoire a retenu comme le *nom* d'un chef *barbare* est en fait son titre, et non son nom personnel (ce fut déjà le cas pour Acingetoni). L'habitude, assez fréquente en Afrique, de modifier les noms des personnes pour des raisons honorifiques ne simplifie évidemment pas les choses.
- 3) Texte dans Meyers, op. cit. page 215.
- 4) Le chef Sungula périt également à Bwana Debwa. Mais on ne sait si son ralliement à la révolte fut antérieur ou postérieur à la bataille.
- 5) Op. cit. page 166.
- 6) Dans Lejeune, op. cit. page 161.
- 7) Admissible en une fin très pénible. Il avait l'épaule fracturée par une balle de si vilaine façon que, de Kabambara jusqu'en Belgique, on n'osa tenter de l'opérer, ce qui lui infligea de véritables tortures pendant plusieurs mois. Il fut soigné à l'Hôpital Saint-Pierre de Bruxelles, puis en Suède et dut subir la résection de l'épaule. Il mourut quelques mois plus tard, peu avant son trentième anniversaire. Léopold II lui décerna la médaille de l'Ordre du Lion, ce qu'il aurait commenté en disant: "qu'il avait reçu la même distinction qu'un chef de gare qui avait vu passer un train dans lequel se trouvait un fonctionnaire important" (Lejeune, op. cit. page 175). Les vétérans coloniaux ne manqueraient pas de verser cette plaisanterie amère, à côté de la disgrâce de Dhanis, au dossier de l'ingratitude de Léopold II.
- 8) Meyers op. cit. pages 237-238.
- 9) Beaucoup de plantes cultivées en Afrique ont plusieurs parties comestibles, par exemple les feuilles et les racines, que l'on mange à des moments différents.
- 10) Cf. les diaries de Ss. Jacques et l'unité de Usaka, Mpala, ... pendant les années 1898 et 1899. (Archives des Pères Blancs, Rome, en grande partie repris par les *Chroniques*).
- 11) L'entre chée dans Meyers, op. cit. page 243. Les *vivangoet* (sw.) cumulent les fonctions de guides, d'éclaireurs, d'ambassadeurs et d'intendants chargés de précéder un groupe (caravane ou armée) en s'assurant la bienveillance des populations dont on traverse le territoire et en négociant gîtes et ravitaillement.
- 12) Tous les plans d'offensives, qu'ils soient de Dhanis ou de Long, depuis la fin de 1897, supposent Kabambara comme base de départ.

Avant subi la défaite de Kabambara le 14 novembre 1898, la F.P. fut cependant en mesure d'envisager, dès le 24 novembre, de reprendre l'offensive. C'était beaucoup plus tôt que ce que les révoltés pouvaient imaginer, et beaucoup d'officiers européens inclinaient plutôt, au lendemain de Kabambara, pour une retraite qui serait rapidement devenue une évacuation de fait de la zone arabe.

Il y eut deux causes à cette resurction inattendue.

La F.P., dans son *auto-histoire*, et le Dr. Meyers, dans son livre déjà souvent cité, insistent surtout sur la *remise en ordre* du bataillon Gitorie par l'officier-médecin. On se souvient que ces derniers, après Ngweshu, étaient pratiquement devenus des brigands, et que l'Etat-Major ne les considérait plus comme utilisables. Meyers parvint à les reprendre en main, dit la F.P., grâce à sa connaissance de l'indigène dont, depuis le début de son séjour (1), il s'était efforcé d'apprendre les dialectes et d'étudier la psychologie, grâce à son prestige de docteur-guérisseur et surtout celui de combattant dont la bravoure s'était affirmée dans plusieurs combats... (2). Nous avons déjà évoqué par ailleurs les méthodes de Meyers, telles qu'il les a lui-même décrites à propos d'un autre détachement de *fortes têtes*.

Il fut ainsi en état de faire assister ses collègues à un défilé impeccable de huit cents hommes alors que ceux-ci se croyaient totalement dépourvus de troupes, et qu'il aurait été là l'origine du brusque revirement qui se manifesta dans le moral et la combativité de la F.P.. Ce fait, et l'autre facteur psychologique que constituait le retour de Dhanis, jouèrent sans doute un rôle.

Plus prosaïquement, les troupes de Dhanis virent enfin arriver des renforts, Noirs et Blancs, L. G. G. (H) Wangermée qui se trouvait aux Stanley-Falls, où un important convoi de trente-six agents venait d'arriver, avait pu finalement leur envoyer un peu de monde. A partir de novembre 1898, Dhanis cessa de devoir supplier ses supérieurs de lui envoyer des troupes, encore qu'il ait dû continuer à réclamer pour obtenir des vivres et des munitions.

Il continue aussi régulièrement à administrer au Gouvernement

Général des coups de griffes à propos de son limogéage. Voici quelques extraits de la lettre qu'il adressait le 24 novembre au G. G. Wangermée: 'La situation est meilleure. Les soldats sont tout à fait revenus de leur démoralisation et sont enthousiastes... Il faudrait cartouches, machettes, étoffes (4) vivres pour blancs et vin (nous n'avons rien) (5) objets de campement, médicaments, etc...

'Le docteur Meyers partira après-demain avec Mr. Thrandrup vers Kayombo, et dès qu'il aura des nouvelles certaines qu'il n'y a pas d'avance de l'ennemi par le nord sur Nyangwe (6), il se dirigera vers Luama.

'Des que je serai certain que les révoltés n'ont pas quitté Kabambare... nous prendrons l'initiative peu après, avec Kabambare pour but.

'Le docteur Meyers aura trois cents cinquante à quatre cents soldats, tous bons. Il m'en restera environ cinquante pour mon escorte.

'Je donne au docteur Meyers le poste le plus difficile, parce qu'il est le seul qui connaisse le zanzibarie (7), qu'il est le seul qui possède la confiance des soldats et la mienne.

'J'attends les cartouches, 36.000, pour lui permettre de partir...

'Sans donner tous les détails, je tiens à dire au gouvernement que la situation est meilleure et qu'on peut *commencer à espérer* (5) une solution heureuse.

'Mais les blancs manquent...

'Avant de finir, je ne puis m'empêcher de faire savoir que les blancs, déjà frappés du désastre de Kabambare, sont très peints, presque découragés de voir leurs efforts méconnus, tournés en ridicule par la presse belge, surtout à ce dernier courrier. Je ne parle pas de ma disgrâce, je laisse au gouvernement le soin de sauvegarder ma réputation. Je parle des autres blancs' (8).

Les munitions n'arrivèrent en fait que le 9 décembre, ce qui permit le départ de Meyers et de ses quatre cents hommes. Il atteignit la Luama, qu'il fallait franchir si l'on voulait exécuter l'ordre formel de Dhanis, d'attaquer Kabambare au plus tard le 31 au matin.

Meyers raconte(9): 'La concentration de ces troupes (10) ayant subi quelque retard un nouvel ordre bref et formel était arrivé: *'Côte que coûte, auxiliaires ou sans auxiliaires quand même il faudrait traverser la Luama à la nage, il faut arriver à attaquer Kabambare le 31 de grand matin.*

(Signé) Baron Dhanis'.

Le commandant supérieur avait en effet déjà écrit au gouverneur général: *'J'ai l'honneur de vous faire savoir que je compte attaquer Kabambare le 29 décembre au matin et j'espère pouvoir annoncer sous peu une nouvelle sérieuse, définitive.*

Le vice-gouverneur général,
commandant supérieur,
(Signé) Baron Dhanis'.

'Deux jours de retard déjà! il fallait se presser.

'J'avais obtenu du commandant supérieur la modification de son plan d'attaque; je savais en effet que l'ennemi avait disposé de nombreux postes de surveillance dans toutes les directions et qu'il serait impossible d'arriver à Kabambare sans donner l'éveil. Il avait été finalement décidé que le baron Dhanis attaquerait Magimba vers 5 heures du matin, le 31 décembre, tandis qu'à la même heure ma colonne attaquerait Kabambare. Sundt devait me servir de soutien et de réserve.

'Il s'agissait maintenant de passer la Luama, très large à cet endroit; les pirogues se trouvaient sur l'autre rive au village de Kibali et les indigènes, qui voulaient rester neutres en attendant, avaient refusé de nous les amener (11). Il fallait aussi se rendre compte de ce qui se passait sur cette autre rive où on pouvait très bien nous avoir tendu une embuscade. Passer la rivière à la nage n'était qu'un jeu pour moi et ne constituait aucun danger mais je ne pouvais à moi tout seul explorer l'autre rive et ramener les pirogues, surtout que le temps pressait; tout le monde protestait de sa bonne volonté, mais par un hasard extraordinaire personne ne savait nager aussi loin; je finis tout de même par trouver quelques hommes pour tenter l'aventure avec moi.

'Vers 3 heures du matin, à la première clarté nous nous mîmes à l'eau à quelques centaines de mètres en amont de Kibali, j'avais avec moi le sergent Mbayat, le caporal Ngabo, le soldat Ambari et mon boy Bangala et nous parvîmes sans encombre sur l'autre rive. Ngabo et Ambari parais en éclaireurs revinrent bientôt; le village était abandonné et les pirogues n'étaient pas gardées.

'Dès lors, le passage fut facile et ne fut troublé par aucun incident, nous laissâmes sur l'autre rive le peu de bagages que nous avions, ainsi que toutes les femmes. Un détachement resta sur place pour défendre le passage de la rivière et nous avertir en cas de nécessité.

'A une heure après-midi, les instructions étant données, nous commençâmes une marche prudente en direction de Kabambare et déjà nous avions dépassé plusieurs postes de sentinelles que nous trouvâmes inoccupés, lorsque vers quatre heures nous aperçûmes une grande lucarne qui s'élevait du côté de Kabambare. La station était en feu. Une halte fut ordonnée et me méfiant des ruses de l'ennemi je partis en reconnais-

sance avec une cinquantaine de Likwangules; la ville était complètement abandonnée et nous nous rendîmes compte que l'ennemi battait en retraite vers le Sud.

A 10 heures du soir, nous étions tous réunis à la sortie de Kabambare autour de la maison de l'Arabe Habibu. Le plan du commandant supérieur n'étant plus réalisable, il fallut d'urgence prendre une décision. Le commandant Sundi était d'avis d'envoyer un courrier au baron Dhani et d'attendre son arrivée. Je fis observer que nous nous trouvions en plein pays dévasté, que les indigènes avaient disparu, que nous n'avions pas d'abri et pas de vivres et qu'en tout état de cause nous serions obligés de partir à la poursuite de l'ennemi.

Pourquoi alors ne pas partir tout de suite?

— Nous voyons bien qu'il n'y a pas longtemps qu'ils ont quitté les lieux; avec un peu de chance nous parviendrons peut-être à les rattraper, peut-être à les surprendre et à les battre? Je n'ai pas reçu l'autorité suffisante pour donner des ordres au commandant Sundi, mais je déclare qu'après avoir accordé quelque repos à mes hommes, je me mettrais en route cette nuit même et je prie le lieutenant Delhaise de m'apporter son concours et celui de son détachement. Le lieutenant Delhaise acquiesça aussitôt et Sundi également s'engagea à nous suivre.

Après avoir envoyé un courrier au commandant supérieur, je réunis les soldats et leur expliquai la nécessité d'une poursuite immédiate. Ici nous ne trouverons pas de vivres, les révoltes ont tout saigné; si nous les poursuivons tout de suite nous avons beaucoup de chances de les rattraper car ils ne sont pas loin, si au contraire nous leur laissons prendre l'avance qui suit jusqu'où il faudra les poursuivre? Mieux vaut marcher quelques heures de plus aujourd'hui que de devoir faire de nombreuses journées de marche à partir de demain. Et si nous les rencontrons, n'oubliez pas tout le mal qu'ils vous ont fait; vos camarades tués, vos femmes volées, vos arrières de soldat, toutes vos fatigues, toutes vos misères! Nous nous remises bientôt en route, sans aucune protestation de la part de nos soldats; nous avions adopté le même ordre de marche; avant-garde composée des anciens soldats de Glorie et de Doornme sous mes ordres, puis le détachement Delhaise, puis la colonne Sundi.

Depuis huit heures du soir tombait une de ces pluies denses et tenaces qui au bout de quelques minutes ont rendu illusives les meilleurs pré-servatifs; ni les blancs ni les soldats n'avaient rien pour se couvrir, tous nous grelotions et on pouvait entendre claquer les dents. L'horreur des nuits pour l'humidité surtout dans l'obscurité se traduisait par des plaintes sourdes et lamentables; de temps en temps un cri étouffé signalait la rencontre d'un cadavre, femme empalée, boy mutilé, indigène massacré, gisant dans la boue du chemin. Heureusement celui-ci était bien

face par le passage de la multitude qui quelques heures auparavant faisait foule et dans une marche précipitée. Nous avançons avec la plus grande prudence ne laissant aucun coin inexploré. J'étais en tête avec mes meilleurs soldats; tour à tour Punda, Abayar, Ngabo, Mahili, Basembele, Evete, Sandy, Mochengi (et tant d'autres dont le nom mériterait d'être rappelé), disparaissaient pour explorer les deux côtés de la route, lorsque vers 6 h. 30 du matin Punda qui venait d'escalader une colline se replia précipitamment. Ils sont là, me dit-il, de l'autre côté de la colline au village de Bwana Deba. J'ordonnai la halte aussitôt en recommandant une nouvelle fois le silence le plus absolu, puis en compagnie des sergents Punda et Basembele et avec mon boy Kametele j'allai explorer les lieux; la pluie avait cessé de tomber et nous pûmes très bien nous rendre compte des positions occupées par l'ennemi.

Après avoir donné à chacun les instructions nécessaires, je commençai l'attaque vers 7 heures du matin, et quelques heures après j'eus le plaisir d'envoyer au commandant supérieur le rapport suivant:

Avant de laisser se poursuivre le récit de Meyers, il nous semble utile de faire remarquer qu'il cite d'abord son rapport officiel à Dhani, avant d'évoquer des souvenirs plus personnels. Le texte de son rapport, qu'il cite dans plusieurs de ses écrits, est toujours demeuré constant, et remonte donc probablement bien à un original écrit peu après les événements. La part d'attribution que peuvent receler ses souvenirs personnels est évidemment plus difficile à déterminer.

Voici tout d'abord le rapport (12): *J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons quitté Kibali le 30-12-98 à 1 heure de l'après-midi. Vers 4 h. 30 nous avons reçu la nouvelle que l'ennemi, après avoir incendié Kabambare avait pris la route du lac Tanganyika. Nous déclarâmes immédiatement de nous mettre à sa poursuite; vers 10 heures du soir toute la colonne était rentrée à Kabambare et à minuit nous nous sommes mis à la poursuite des rebelles.*

A 6 h. 30 du matin nous sommes arrivés à proximité du village de Bwana Deba où se trouvaient les minims que nous avons attaqués vers 7 heures.

La position occupée par l'ennemi était bien choisie et se composait de deux grands camps dans le village même, dont les maisons incendiées formaient bonna, et de dix camps plus petits situés sur les collines en arrière du village. La colonne que j'avais sous mes ordres formait la colonne d'attaque; au centre mes anciens soldats et ceux du lieutenant Adlerspäthle; à l'aile droite les anciens soldats du capitaine Glorie, à l'aile gauche les soldats de Kabambare sous les ordres de M. Delhaise.

La colonne du commandant Suidt formait le soutien et la réserve.

L'ennemi, surpris d'abord par nos premières coups de feu opposa une résistance acharnée, mais grâce à l'élan admirable de nos soldats, parfaitement entraînés par les blancs, l'avantage se dessina bientôt de notre côté.

Vers 9 heures, notre aile droite après avoir rejoint l'aile gauche de l'ennemi commença à contourner sa position; dès lors la victoire était à nous; le combat dura une demi-heure encore et bientôt les révoltés se débârdèrent dans toutes les directions. Je me suis mis immédiatement à la poursuite avec une centaine de Likwangula et une trentaine d'Azandés. La poursuite faite avec un acharnement sans pareil par nos soldats enthousiasmés nous amena jusqu'à la Lubundoï que les révoltés étaient en train de traverser dans le desordre le plus complet. Quelques salves tirées dans ces bandes amenèrent une panique épouvantable, un bon nombre de fuyards succombèrent sous nos balles dans cette fusillade à courte distance; beaucoup, renversés dans la rivière y trouverent la mort, les autres se sont dispersés à la débârdade sur les deux rives de la Lubundoï.

Il était 11 h. 30 du matin, impossible de faire une plus longue poursuite; les soldats sur pied depuis 24 heures à peu près étaient harassés de fatigue et mouraient de faim.

Les révoltés étaient très nombreux, il est impossible de faire une évaluation quelconque; leurs pertes ont été très fortes et peuvent être estimées à 150 morts, sans compter les nombreux noyés, il y a aussi beaucoup de blessés. Le principal chef Piani Kandolo a été tué, Minnie Pore aussi, parait-il (13).

25 drapeaux ont été pris à l'ennemi, beaucoup d'effets de blancs ont été repris ainsi qu'un grand nombre d'outils, etc... provenant du pillage de la station de Kabumbare. Malheureusement assez peu de fusils ont été trouvés, les révoltés se battant à 2 ou 3 pour un Albin, quant aux cartouches, on a trouvé sur les morts des cartouchières vides, d'autres contenaient 9, 11, 15 cartouches. Une cartouchière appartenant probablement à un chef contenait 72 cartouches. On a trouvé également un grand sac contenant plusieurs centaines de cartouches Albin.

Un grand nombre de femmes ont été faites prisonnières; d'après elles l'intention des révoltés était de traverser la Luania à Kavengere pour se diriger de là vers Kisongo et Nyangwe (14).

Quant aux pertes subies de notre côté, elles sont assez fortes; nous avons à regretter la mort d'une quarantaine de nos braves soldats, il y a plus de 80 blessés.

Les blancs ont fait preuve d'un courage et d'un sang-froid au-dessus de tout éloge; j'ai l'honneur de signaler tout particulièrement la brillante conduite du lieutenant Delhaise dont l'énergie et l'exemple en entraînant ses soldats ont sauvé l'aile gauche fortement menacée.

Je rends aussi un juste hommage à la bravoure de nos anciens soldats provenant des colonies Doornie et Glorie; ils ont été admirables, les auxiliaires aussi se sont très bien comportés. Kibangula et Perapi méritent d'être signalés.

Je me permets de vous rappeler, Monsieur le Commandant supérieur, les circonstances particulièrement difficiles que nous avons rencontrées, et j'espère que vous voudrez bien insister auprès du gouvernement pour que les récompenses demandées pour nos soldats soient accordées.

Le commandant de la colonne,

(Signé) Docteur Meyers.

Dans les souvenirs personnels qu'il ajouta à posteriori, Meyers va lever un lièvre derrière lequel d'autres, tels Lejeune, ne vont pas manquer de courir avec enthousiasme (15): Je n'ai pas relaté dans ce rapport un incident qui m'est arrivé personnellement. Vers le milieu du combat, l'ennemi ayant apparemment abandonné ses positions dans le village pour continuer sa résistance sur les collines environnantes, je décidai de faire enlever une petite hauteur qui dominait dangereusement notre gauche et pour plus de sûreté je voulus donner verbalement au lieutenant Delhaise des ordres à cet effet. Je me trouvais alors à l'entrée du village avec quelques-uns de mes plus dévoués soldats; Delhaise devait se trouver à deux cents mètres environ à ma gauche et pour le rencontrer plus vite je n'avais qu'à traverser le village que je croyais entièrement évacué. Je pris avec moi un clairon et une dizaine de soldats, et suivi de mon boy Kametele, j'avais déjà fait la moitié du chemin, lorsque brusquement une fusillade nourrie partit de quelques maisons à moitié démolies devant lesquelles nous devions passer. C'était un parti de révoltés qui s'y était blotti, pour, à un moment donné, tenter une diversion par surprise. Dès la première décharge, la plupart de mes hommes étaient tombés. Instinctivement, guidé par le sang-froid que donne la rude discipline des nerfs acquise par le danger constant, j'avais bondi dans une des huttes qui faisaient face à celles occupées par l'ennemi et me préparai à la résistance. Mes moyens étaient très limités, comme armes j'avais mon fusil de chasse chargé à ballettes et mon revolver. Deux soldats, le Haousa Sandy et un Ababa étaient restés avec moi, les autres avaient été abattus, ainsi que le clairon; mon boy Kametele avait disparu.

Un moment les révoltés furent indécis, mais bientôt plusieurs d'entre eux sortirent de leur refuge et l'arme à la main s'avancèrent vers nous. Je visai soigneusement et lâchai mes deux coups, la charge se répandit à merveille et plusieurs ennemis furent touchés, de leur côté mes deux soldats avaient abattu leur homme. Si les révoltés avaient poursuivi leur

était fait de nous, mais ils rentrèrent dans leur abri pour continuer à tirer sur nous au jugé. Notre position semblait désespérée. Delhaise ne pouvait s'en apercevoir et j'avais peu d'espoir d'être secouru à temps. Pendant quelques secondes je me crus perdu; j'avais tutoyé la mort assez souvent et d'assez près pour ne pas la craindre, mais j'étais vexé surtout de perdre la partie au moment où je pouvais la croire gagnée. En même temps, comme dans un éclair, j'entrevis mes amis, jouissant tranquillement de leurs aises respectives et recevant, avec quelle dédaigneuse commisération... la nouvelle de mon trépas.

« Ou'avais-je besoin de me mêler de tout cela? »

« Cependant les coups de feu continuaient; moi-même je ne tirais pas, mes ballettes ne pouvant faire effet utile qu'à quelques mètres de distance. Soudain le soldat Ababua se rapprocha de moi pour me crier que ses cartouches étaient épuisées et que Sandy venait d'être tué. Pauvre brave Sandy! Je songeais déjà à la dernière balle de mon revolver (16) (macabre perspective!) lorsque tout près un clairon sonna la charge, en même temps des coups de feu retentirent derrière moi et je vis bientôt apparaître Kametele qui en toute hâte avait rallié quelques soldats et arrivait à la rescousse. Il y avait là le sergent Basembele, le sergent Eyete, quelques Babuas, qui dans une charge furieuse emportèrent la retraite des révoltés et les exterminèrent jusqu'au dernier. Hélas! ce ne fut pas sans des pertes cruelles. Basembele et Eyete avaient été tués ainsi que deux soldats, d'autres étaient blessés plus ou moins gravement; Kametele avait une balle dans le bras et moi-même j'avais une éraflure au genou.

« Entre-temps le lieutenant Delhaise avait de lui-même exécuté le mouvement nécessaire et l'ennemi continuait à plier.

« Je parvins encore à participer à la poursuite, malgré la fatigue, la faim et la soif. Je me souvins en rentrant qu'en traversant le village j'avais aperçu à côté d'autres, un cadavre qui semblait être celui d'un blanc et je tâchai de le retrouver, mais ce fut en vain, il avait disparu. Je n'avais plus qu'à rejoindre mes camarades, à les remercier, à les féliciter, mais... la loque humaine était vaine, les forces m'abandonnèrent et pour plusieurs heures je sombrai dans le néant.

« Le jeune, on s'en souvient, a fait un sort à ce fameux cadavre, entrevu par le docteur pendant la bataille, et en a fait le prétexte à des spéculations sur d'hypothétiques interventions extérieures (cf. note F. Alibi de subversion au Congo). Les chroniqueurs de la F. P. se bornent à reprendre le récit officiel du rapport, et ne font plus état de ce fameux cadavre blanc.

Il est arrivé plus d'une fois que la satisfaction des soldats victorieux les mène à apprécier leur victoire avec un optimisme que la situation ne justifie nullement. Ainsi nous paraît-il utile de citer quelques avis, quant à la signification de Bwana Debwa.

Meyers (17): « Nous avons rejoint le Baron Dhanis à Kabambara, grâce à son énergique impulsion, à sa parfaite connaissance du pays, à la confiance qu'il inspirait aux noirs, les revers de Sungula et de Kabambara étaient réparés; les révoltés avaient subi un échec grave, non seulement par suite des pertes en matériel et en hommes, mais surtout à cause de l'encantissement de leur prestige; désormais leur cause était perdue aux yeux des Arabes et des indigènes, de plus les grands chefs avaient disparu, car outre ceux renseignés dans mon rapport, Bwana Debwa, Sungula, Fundi Ali, Djiangi et quelques autres moins importants avaient été tués et emportés par leurs hommes.

« Malgré tout, la situation n'était pas brillante et le commandant supérieur l'envisageait avec inquiétude; les étoffes pour payer les soldats n'arrivaient toujours pas, le pays ravagé par les révoltés avait fourni toutes ses ressources, les blancs eux-même se trouvaient dépourvus de tout. A leur tour, les troupes de l'Etat étaient dans l'impossibilité de poursuivre leurs succès; blancs et soldats étaient harassés de fatigue et de misère, tous les bagages étaient restés en arrière, les indigènes qui s'étaient enfuis n'osaient pas reparaitre de peur de représailles; en attendant, pas de porteurs, pas de vivres. Il ne fallait pas songer à attaquer les rebelles dans leurs repaires avant d'avoir refait les routes et rétabli les relais de portage et de vivres.

« A tout prix, il était nécessaire de ramener la confiance; résolument le commandant supérieur se mit à l'ouvrage; grâce à la coopération du lieutenant Delhaise, qui avait mérité dans la région le surnom de Bwana Mzuri (18) les relations avec les indigènes furent reprises en quelques heures de temps et bientôt on vit apparaître de petits convois d'indigènes apportant des vivres; après quelques jours les marchés reprirent et bientôt disparut tout au moins la crainte de la famine.

« De son côté, Dhanis écrivait au G. G.: le 5 janvier 1899 (19): « Monsieur le Gouverneur général,

J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli:

1° L'ordre pour l'attaque de Kabambara;

2° L'annexe qui donne la situation de la colonne; les pertes et les prises;

3° Le rapport du docteur Meyers commandant la colonne d'attaque;

4° Le rapport du commandant Saadi.

*Ainsi que le gouvernement le verra (par ce dernier rapport) l'ancienne colonne Le Maire s'est conduite d'une manière déplorable,
J'espère que le gouvernement tiendra compte des propositions faites pour*

les soldats; beaucoup de ces soldats ont accompagné le capitaine Boornne et le capitaine Glorie et ont déjà été proposés. Après avoir assisté aux combats de Boko et de Piani Kikindu où il y a eu des pertes énormes. Ils assistent à la prise de Kabambare; d'autres ont fait partie de l'expédition Glorie, puis ont assisté à la prise de Kabambare; tous sont très peines de ne pas avoir reçu les médailles militaires pour lesquelles ils ont été proposés.

Je tiens aussi à attirer l'attention du gouvernement sur le rôle des auxiliaires et des indigènes.....

Je n'ai pas le temps pour le moment de tout détailler au Gouvernement mais je crois de mon devoir de faire remarquer qu'il serait nécessaire de désigner un successeur pour le commandement supérieur, successeur qui puisse se mettre au courant et qui puisse avoir la confiance du pays. Je sais que le Gouvernement n'admet pas l'influence personnelle, mais elle s'impose inévitablement par la manière de conduire les soldats, les indigènes et les auxiliaires.

Personnellement je n'ai jamais eu de mécomptes avec eux; je pars, la politique change; une colonne (la colonne Svensson) en contact avec l'ennemi, recule par ordre, des négociations sont entamées avec les révoltés... le pays se soulève. Certainement la question personnelle n'y est pour rien; mais pour gouverner ce pays il faut connaître les mœurs du pays, l'histoire du pays, l'importance des chefs; il faut savoir conduire les soldats; il faut savoir les faire patienter quand on ne peut payer leur solde, etc... ainsi pour le moment beaucoup de soldats ont sept mois d'arriérés de solde. Les soldats de Glorie, excellents tant qu'il a été présent, ont été mal conduits après et sont devenus de véritables brigands... avec le docteur Meyers ils sont devenus les meilleurs soldats. Il faut ici des officiers sérieux, connaissant la langue et ayant de l'expérience; le meilleur officier d'Europe ne vaudra rien sans l'expérience.

.....
J'attends toujours des étoffes....

J'insiste encore pour que le gouvernement n'oublie pas le docteur Meyers, M. Delhaise, M. Bernard, M. Tastrup de la colonne d'attaque, le commandant Sundt, M. Myhre et les autres blancs. Les officiers qui servent avec moi sont découragés de s'exposer, de se distinguer, sans que leur mérite soit reconnu par le gouvernement.

Le vice-gouverneur général,
(Signé) Baron Dhanis.

Les historiographes de la F. P. (20) sont plus laconiques: 'Les désastres de Kabambare et de Sungula étaient partiellement réparés et la menace sur le fleuve écartée, mais la campagne n'était pas terminée. Si les révoltes étaient une fois de plus vaincus, ils n'étaient toujours pas détruits'. Les vainqueurs avaient été très éprouvés. Voici comment

Meyers achève à la fois son récit et son livre (21): 'Pendant quelque temps la situation ne changea guère; le peu de ressources qui existaient encore s'épuisaient peu à peu, il n'y avait plus une chèvre à trouver, plus une poule; les vivres pour noirs allaient bientôt manquer aussi; c'était la misère absolue; même les singes restaient hors de portée.

Successement le capitaine Rue et le commandant Sundt, souffrant tous deux de dysenterie, avaient dû descendre; à part le lieutenant Delhaise dont l'influence sur les soldats Bahabys était très grande, les autres blancs n'avaient guère d'autorité sur la troupe. Toute la besogne tombait sur les épaules du commandant supérieur. Quant à moi c'est à grand peine que j'avais pu revenir de Bwana Debwa; mes pieds étaient atrocement meurtris et la blessure que j'avais au genou s'était envahie par le frotement, la transpiration, la poussière... depuis que j'étais rentré à Kabambare je n'avais pas su me relever, les fatigues et les misères subies avaient provoqué une infection générale se manifestant surtout par une dermatite aiguë me rendant la marche et même la station debout impossibles.

D'autre part je subissais la réaction inévitable des angoisses et des tracas endurés les jours précédents; ma responsabilité avait été énorme; sachant fort bien qu'un échec de ma part devait amener un effondrement complet, je n'avais pas eu une minute de repos; ni pendant le jour où le moindre obstacle surgit au détour du chemin pouvait être l'embûche capable de provoquer la catastrophe, le plus petit incident. L'étnelle pouvait allumer l'incendie, ni surtout pendant la nuit où pendant des heures interminables une vague rumeur, un bruit insolite me précipitaient debout dans l'anxiété redoutable de l'attente.

Journellement le baron Dhanis et le lieutenant Delhaise venaient une ou plusieurs fois me reconforter par leur visite; constamment j'avais à côté de moi de nombreux soldats qui venaient écouter mes histoires et recevoir mes conseils. Pourtant mon état de santé ne s'améliorait pas, il fallait songer à descendre vers le Bas, et du reste la fin de mon terme de service était proche. Il ne fut pas facile de faire comprendre à mes soldats que nous devions nous séparer, ils me déclaraient qu'ils m'avaient promis obéissance mais qu'ils ne voulaient pas d'autre chef; il fallut toute l'autorité du commandant supérieur pour leur faire entendre raison, et aussi la promesse que désormais ils formeraient sa garde personnelle.

Inutile de dire que je quittai mes compagnons et principalement mon chef avec le regret poignant des heures inoubliables que nous avions vécues ensemble; sur mon passage au sortir de la ville se trouvaient alignés mes braves soldats qui pour la dernière fois me rendaient les honneurs; je ne sais quels sentiments on aurait pu trouver dans leurs cœurs,

mais les yeux qui me regardaient passer semblaient bien tristes! Pour moi... ce fut un arrachement.

Quelques semaines plus tard j'arrivai à Bomba: je ramenaï trois Haoussis, seuls survivants de la belle troupe qui trois ans auparavant avait quitté la ville sous les ordres du commandant Lange (22).

Il est probable que Meyers a raison en ce qui concerne l'attitude des chefs coutumiers. Ceux-ci n'avaient que fort rarement eu une sympathie réelle pour les Baomi. Et il n'est donc pas étonnant qu'ils aient choisi de retourner dans le giron de l'E.C. dès qu'il fut évident que les Baomi n'étaient peut-être pas absolument les plus forts dans cette guerre. Mieux valait l'alliance lointaine de Léopold II que des alliés aussi encombrants que les révoltés.

Que les marchés se soient retrouvés dans une région qui avait cessé d'être troublée par les opérations militaires n'a rien de miraculeux: il faut bien vivre. Sans doute les marchés auraient-ils connu la même révoltes sous les Baomi s'il était advenu que ceux-ci remportent la victoire.

La perte, même de deux cents hommes ne représentait pas non plus un coup mortel: les Baomi se montrèrent encore capables de mettre sur pied des colonnes de plusieurs milliers d'hommes après ce désastre.

Au fond, le coup le plus dur qu'ils subissaient était, comme d'habitude, la perte d'un certain nombre d'armes et de munitions difficiles à remplacer. La F.P. fait état, comme à l'ordinaire, de la *mort des princes pour chefs*. Nous avons déjà dit pourquoi la mort de Mumin Pore beaucoup plus tôt, à Kisenge/Walota, nous semble plus vraisemblable. Bwana Debwa et Sangula étaient des chefs coutumiers ralliés à la révolte et servant d'auxiliaires aux Baomi. Djangi et Fandi Ali sont tout au plus des *nyampana* de seconde zone. La mort de Prani Kandolo, chef suprême, était, elle, un coup réel. Encore faut-il remarquer que l'élection de ce chef était assez récente. Kalukula n'est pas cité, et l'on s'accorde sur la date du 12 octobre 1899 pour celle de Changulu.

NOTES

1) Desireux d'être choisi pour l'expédition Dhanis, ils étaient mais très tôt à *plancher* le swabili. Le long voyage en bateau vers le Haut faussait des loisirs: parce qu'on lui avait dit que cette connaissance serait un argument en sa faveur.

2) F. P., op. cit., page 444.

3) Bien qu'on soit toujours fondé à se demander si la *connaissance de l'indigène* chez les entres de la F. P. était toujours aussi excellente qu'on s'en vante, il est un fait que, par rapport à la moyenne de la littérature de l'époque, les écrits de Meyers lussent percevoir plus de sympathie pour ses hommes, qu'il cite assez fréquemment par leurs noms.

4) On n'avait donc toujours rien pour payer la solde des hommes, ni pour acheter de la nourriture aux villageois, s'il s'en trouvait.

5) Souligné dans le texte.

6) Nwangwe, capitale de la zone arabe, semble jouer ici un rôle aussi obsessionnel que Ngandu, capitale de Ngongo I ete, après la révolte de Lalubourg.

7) Le swabili grammatical, parlé à la côte Est de l'Afrique et dans les îles.

8) Texte de la lettre d'après Meyers, op. cit., page 255.

9) Meyers, op. cit., pp. 266 à 271.

10) Également plus de 1.000 soldats et 500 auxiliaires.

11) Fait rare: Alder a passé l'eau est une obligation coutumière.

12) Meyers, op. cit., pages 271 à 274.

13) Nouvelle probablement fautive (cf. supra).

14) On peut se poser des questions sur la sincérité de cette assertion, puisque les Baomi allaient vers le Sud. Elles ont très bien pu comprendre ce qui ferait plaisir aux interrogateurs, ou avoir soigneusement menti pour protéger leurs hommes.

15) Meyers, op. cit., pages 274 à 277.

16) Au suicide pour ne pas être pris vivant.

17) Op. cit., pages 277 à 279.

18) L'excellent maître (Note de Meyers).

19) Dans Meyers, op. cit., pages 279 à 282.

20) F. P., op. cit., page 451.

21) Meyers, op. cit., pages 282 à 284.

22) Sur trois cents au départ (F. P., p. 460). C'est exemple est souvent cité pour montrer la gravité des pertes de la F. P. Il est un peu extrême: les Haoussis, et autres mercenaires étrangers furent souvent particulièrement visés par les révoltes.

XXXVI. La fin

La F.P. ne put exploiter immédiatement son succès: une pause de rééquipement s'avérait nécessaire (1). Si elle reconnaît volontiers pour elle-même les arrêtés d'opération dus à ce genre de contrainte, elle ne songe jamais à appliquer la réciprocité aux Baoni: ceux-ci s'arrêtaient jamais, à l'en croire, que pour piller, ripailler ou se disputer...

Les révoltés se retirant vers Baraka, le commandant Heeg (Mto'a) put installer deux cent cinquante, puis trois cents hommes à Mifusho et Sungula. Dhanis transféra son O.G à Mifusho et réunit dans la région près de mille hommes, dont sept cents furent chargés de fortifier Sungula.

Signalés le 19 juillet 1899 sur la Luama, les Baoni attaquèrent Sungula le 20. La F.P. estime avoir eu deux mille cinq cents hommes en face d'elle. L'assaut dura de sept à neuf heures et les révoltés n'arrivèrent jamais à moins de vingt mètres de la palissade, laissant plus de trois cents morts sur le terrain. Une sortie du commandant Hennebert les repoussa au-delà de la Luama. Dhanis, de son côté, dut repousser une faible attaque à Mifusho. La F.P. n'eut sur la journée du 20 que vingt-cinq tués et quatre-vingts blessés. La disproportion des pertes n'est pas aussi énorme qu'il paraît. Une attaque frontale contre une position fortifiée, comme ce fut le cas à Sungula II, coûte toujours terriblement cher, dit-on vainement. La F.P. tira plus de 18.000 cartouches sur cette seule journée, qui aurait pu occasionner des dégâts bien plus considérables aux Baoni.

Le lendemain, après cette tempête, le calme avait repris; les oiseaux, revenus de leur effroi, volaient dans les branches. Les vautours, ces surviveurs de la mort, arrivaient de partout; des myriades d'insectes tournoyaient dans l'odeur du sang. Déjà Sawasawa, petit chef des environs, et ses hommes, promus au rang de fossoyeurs enterraient les cadavres ennemis là où ils étaient tombés. Charles Lalioux, notre camarade, circulait sur le terrain du combat. Il avait avec lui un caporal noir. Ils allaient, curieux. Tout à coup Lalioux s'arrêta devant un cadavre, étendu sur le dos, les bras en croix, la face vers le ciel. Le caporal croyant lire une interrogation dans les yeux de son chef fit quelques pas vers le corps puis saisissant entre deux ongles de son pied nu la levre supérieure

du mort il la souleva et examina ses dents et la manière dont elles sont lincées. Ensuite, refermant cette bouche avec le brant d'un couvercle de tabatière rabattu et regardant l'alcôve: "En Mukusa, dit-il avec placidité" (2). ("C'est sur ce genre de constatations que se basent le plus souvent les identifications de la F.P., qu'elles soient individuelles ou ethniques).

Heeq fut chargé d'attaquer en direction de Baraka et Uvira. Il quitta Mboa le 14 septembre avec 250 hommes qu'il décrit ainsi: "Ces soldats bien disciplinés portaient seuls, sans femmes, enfants ni serviteurs, formant une colonne mobile et légère; la discipline y était parfaite et sa confiance en nous absolue" (3).

A Sungula, s'ajoutèrent Hennebert et 450 hommes, ainsi qu'un lieutenant Verhellen et 180 soldats. Aussitôt des différences de statut entre les différents groupes apparurent. Malheureusement, il fut impossible de décider les troupes du quartier général à voyager sans leurs femmes, leurs familles et leurs boys. C'étaient huit cents bouches inutiles qui, ajoutées aux deux cent cinquante porteurs, allaient former un formidable impédimentum et allonger extraordinairement la colonne, marchant à la file indienne à travers les sentiers de brousse" (4).

L'expédition quitta Sungula le 28 septembre. Conséquence possible du mécontentement des soldats frustrés, Joubert note le 8 octobre: "On dit que le Commandant aurait eu en route une cinquantaine de déserteurs" (5).

Le Tanganyika fut atteint le 6 octobre et la Mutambala passée le 8. Les feux de l'avant-garde donnèrent l'alerte aux Baoni de Baraka, qui attaquèrent. Les éclaireurs de la F.P. durent se replier sur le gros, dont la contre-attaque força les révoltés à faire retraite à leur tour vers le camp de Baraka, où on estime qu'il y avait environ quinze cents hommes. Heeq les suivit et fit ouvrir le feu à deux cents mètres de l'ennemi. Les feux de salves firent de considérables dégâts. Les Baoni finirent par décrocher et fuir vers la montagne. La F.P. eut dix-huit morts et vingt-sept blessés. On retrouva 54 Baoni morts. Les prises de matériel se réduisirent à 14 Alhini et très peu de cartouches car, dit Heeq (6): "Les femmes se tenaient derrière eux, enlevant les morts et les blessés aussitôt qu'ils tombaient; leurs fusils et leurs cartouchières étaient également emportés".

Le 9 et le 10, la F.P. trouva à plusieurs reprises sur son chemin les cadavres de Baoni blessés ayant succombé. Le 11 au soir, elle campait à Kaboge. Des chefs indigènes (dont l'identité n'est pas autrement précisée) avertirent Heeq d'une attaque imminente de Changuvu, à la tête de deux milliers de Baoni. On veilla en vain et à l'aube du 12 on se mit à

faire les bagages. ("C'est à ce moment que surgit un homme apportant des chèvres, des moutons et quelques autres comestibles choisis. Changuvu comptait que l'arrivée de cette nourriture, alors que les soldats étaient à la portion congne depuis dix jours, survenant de plus au moment où la F.P. plûit bagages, créerait un désordre favorable à l'attaque. Il avait lui-même pris les réguliers à revers en passant par le lac. Le désordre espéré ne se produisit pas. Sans doute les officiers eurent-ils des soupçons. Tant de nourriture, restée dans les parages de la F.P. sans avoir été pillée ou *requisionnée*, ne pouvait provenir que du camp des révoltés.

Quand Changuvu lança son attaque, il trouva donc la F.P. prête et disposée en carré. Une ouverture que celui-ci présentait n'était qu'un piège; elle dissimulait Verhellen et ses 180 soldats, agenouillés dans la brousse, qui firent une véritable hecatombe de la vague d'assaut Baoni. Changuvu tomba percé de cinq balles. Ses camarades voulurent l'enlever. Heeq (7) raconte: "Mais le lieutenant Hennebert qui a vu le mouvement et qui veut nous donner la certitude de la mort du chef actuel de la révolte, s'avance avec ce calme et cette folle bravoure qui ne le quittent jamais, la cigarette aux lèvres, la badine à la main, la seule arme qu'il ait jamais portée au combat, pour arracher à Changuvu ses insignes de chef et faire enlever son corps. Celui-ci se souleva, il a entendu les discussions des hommes au sujet de son identité et, s'adressant à Hennebert: "Oui, je suis Changuvu, dites à l'homme aux trois yeux que vous m'avez tué". Il retomba, il était mort. Il fut enterré dans le sable de la rive. Cet homme était, depuis la mort des premiers chefs, l'âme de la révolte. C'était lui qui, cette fois encore, avait arrêté les fuyards, leur avait insufflé son ardeur qui ne faiblissait jamais, et leur avait promis une victoire qui allait se transformer en défaite définitive". Compte tenu des notions sommaires réunies sous le nom de *psychologie des Noirs* qui constituaient le fonds de la pensée coloniale, et suivant lesquelles l'Africain est par essence versatile, facile à s'enthousiasmer ou à se décourager, il faut vraiment que Changuvu ait eu une personnalité hors du commun pour que ses ennemis aillent jusqu'à reconnaître son ardeur qui ne se démentait jamais".

Outre leur chef, les Baoni perdaient cent quinze morts et vingt-six fusils. La F.P. eut dix-sept morts et une quarantaine de blessés.

On ne sera pas étonné d'apprendre que la F.P. a, une fois encore identifié parmi les morts les quatre chefs principaux (8). Ce renseignement doit provenir de Heeq car on le retrouve textuellement chez Joubert, citant une lettre que le P. Schmitz avait reçue du commandant (9). Le jeune Choquet (10) cite nommément Changuvu, Piani Mzungu et Kadukala.

XXXVII. Autour d'une reddition

Quelques récits populaires mettent en doute la mort de Changuu. L'agonisant si pressé de s'identifier auprès d'Hennebert serait alors un autre révolté, soucieux jusqu'au dernier souffle d'assurer la fuite et la sécurité de son chef et se faisant passer pour lui. Il n'existe pas de preuves du contraire, mais on aura reconnu quelques-uns des poncifs qui se rencontrent un peu partout lorsque les récits populaires se mettent à enflammer: le héros qui ne meurt jamais, la mort éblouissante du fidèle compagnon et l'enthousiasme absolu, jusqu'au-delà de la mort ou presque qu'inspirent à la fois le Héros et la juste cause qu'il défend.

Les faits dont nous sommes sûrs sont pourtant déjà suffisamment épiques: le dernier chef mourut face à l'ennemi, percé de balles, défiant dans un dernier souffle l'officier colonial et sa badine, et fut enterré on ne sait où dans le sable du lac qui l'avait sans doute vu naître... Un romancier aurait difficilement inventé mieux!

Kalukula fait par contre problème: il est encore mentionné par les traditions des Twa sous dépendance Hunde recueillies par Schumacher, dont tout indique qu'elles se rapportent aux Baoni en retraite après Kabogo.

Dhannis regagna l'Europe le 4 juillet 1900, laissant le commandement de la P.O. à l'Inspecteur d'État Mallevy. La F.P. réoccupa ses différents points d'appui dans la région des Grands Lacs (Uvira, Lubirizi, Cyanguu, Nyakagunda) à la fin de 1899 et au début de 1900.

Des bandes assez mal organisées de Baoni hantèrent les parages du lac Kivu. Ils furent attaqués et battus le 31 juillet 1900 par le capitaine Poortmans, qui fit septante-cinq prisonniers. Un groupe se rendit au commandant Anderson près de la Luama au début de 1901. Ils possédaient encore une centaine de fusils. Mais la partie la plus importante des révoltés se réfugia en AOA.

NOTES

- 1) E. P., op. cit., page 451.
- 2) Hennebert G., dans *Les vétérans coloniaux*, novembre 1934, page 3.
- 3) Hecq (ed): *The campagne africaine*, dans *Le Mouvement géographique*, 7 septembre 1902, colonne 430.
- 4) Ibidem.
- 5) Joubert, E.-18 1899/19.
- 6) Hecq, op. cit., col. 430.
- 7) Ibidem.
- 8) E. P., op. cit., page 457.
- 9) Joubert, E.-18 1899/22.
- 10) Lejeune-Choquet, op. cit., page 170.

En 1937, le *Bulletin des Vétérans Coloniaux* publiait en treizième page de son numéro de mai un article intitulé *la Grande Révolte militaire de 1897* dont la conclusion devait connaître une singulière fortune. Parlant de ceux des Baoni qui se rendirent aux Allemands en AOA, on nous dit: «Ils furent désarmés et leurs fusils, d'après le témoignage original du lieutenant allemand von Gravert (sic) et du médecin Feldman, formaient un tas gros comme une maison. Les réfugiés reçurent de ces autorités territoriales des terres à mettre en valeur ainsi que l'aide nécessaire pour faciliter leurs départs dans la contrée où ils avaient reçu asile». *Le tas gros comme une maison* a été systématiquement repris par les textes postérieurs. E. P. (1) comprit sans qu'on s'interroge sur ces témoins allemands, ni sur ce qu'est exactement *la hauteur d'une maison*.

On trouve dans le diaire de Mugeru, au 30 août 1900, ce qui suit: «A 11h30 Selima, courrier revient enfin d'Uzige après 19 jours. Courrier de la côte également, y restait un mois. Celui de Ndala etc. y est égaré aussi. von Gravert a été malade au genou, a été opéré. Bethé a été malade pendant un mois, va mieux maintenant. Plus de 2.000 rebelles congolais se rendirent au Lt. Van Mannehausen (331 fusils) sont dirigés vers Ujiji. Mauvaise affaire pour les Belges qui disent que les rebelles n'existent pas...» (2).

Le *tas haut comme une maison* a singulièrement rétréci. Il faut inclure dans les *plus de 2.000* le pourcentage habituel de non-combattants. Si l'on admet que la moitié du groupe se composait de femmes, parentèle et porteurs, on arrive à un fusil pour un peu plus de trois hommes. Ce n'est pas un record d'abondance et on ne nous dit rien des munitions! On a transformé l'évident manque de moyens des Baoni en preuve de leur armement abondant en substituant le fameux *tas* au seul chiffre significatif: le rapport entre le nombre de fusils et le nombre de soldats.

Quant à von Gravert, dont le nom a été écorché au passage, il a dû subir une opération à une date proche de celle de la reddition, n'y a donc sans doute pas assisté et n'est de toute façon pas l'officier concerné, celui-ci répondant au nom de von Mannehausen.

Les bruits les plus contradictoires ont couru en 1900 au sujet des rap-

ports entre les Baoni et les autorités allemandes. Celles-ci étaient tantôt accusées de se servir des révoltes pour entretenir des troubles dans le Kivu, tantôt présentées comme les victimes des exactions de Baoni mal repentis dont ils avaient loué les services (3). On va jusqu'à parler du meurtre de deux Blancs et du vol d'un canon! A partir de 1914, toute tentative d'explication est noyée dans l'indigeste sauce d'un aménagement primaire.

Un fait est certain: les Allemands contestèrent la frontière AOOA/Congo jusqu'en 1910. On peut donc les imaginer voyant sans plaisir Léopold II s'empêtrer dans des troubles internes qui leur donnaient l'occasion de pêcher en eau trouble du côté du lac Kivu. Mais avoir à leur frontière le *mainvas exemple* que les Baoni donnaient à leurs colonisés constituait un inconvénient de nature à rendre cet avantage singulièrement boiteux.

De plus, encourager de quelque manière une rébellion indigène chez le colonisateur voisin aurait été contraire à la ligne de conduite générale des puissances coloniales, à laquelle elles se tinrent constamment sans qu'elle ait jamais fait l'objet d'un accord explicite: on se battait entre colonisateurs, quitte à employer des colonisés comme soldats, mais on n'encourageait pas les résistances ou révoltes indigènes. S'il est arrivé qu'une colonie serve de *sanctuaire* aux résistants de la colonie voisine ce fut toujours de manière passive, en exigeant le respect absolu de ses frontières et en refusant le droit de poursuite à la puissance concurrente, de peur de voir la répression servir de prétexte à une présence militaire qui aurait elle-même préludé à des revendications territoriales. C'était le raisonnement de Léopold II quand il souhaitait ne pas ébruiter les révoltes. C'était aussi la ligne politique habituellement suivie par Berlin, entr'autres à la frontière Angola/Sud-Ouest Africain, elle aussi contestée.

Si les Allemands trouvaient quelque avantage à l'arrivée des Baoni c'était moins à cause d'intentions subversives envers le Congo que parce qu'ils avaient des besoins internes en AOOA. La construction de la ligne de chemin de fer Dar-es-Salaam/Kigoma, doublée par une ligne télégraphique et jalonnée de gares et de ponts leur amenait de gros besoins en main d'œuvre: poseurs de voie et de câbles, ouvriers du génie civil, porteurs et ... askari pour surveiller tout ce monde. Pour ce genre d'emplois, les Baoni présentaient trois qualités: étant déjà déracinés ils s'étaient accoutumés à une vie itinérante, ils avaient déjà une certaine habitude du travail et de la discipline à l'*européenne* et étaient des réfugiés qui, à part précisément en AOOA, n'avaient plus où aller. Bref, c'étaient des travailleurs immigrés utilisables, aisément contrôlables. Faux y gagnaient de rester libres et d'échapper aux punitions qu'ils auraient risquées au Congo.

Il n'est pas exclu qu'une partie au moins d'entre eux soient rentrés directement au Congo durant les années qui suivirent. Les autres ont dû se fondre petit à petit dans la population locale: la langue est la même et il y avait en AOOA pas mal de personnes déplacées par l'esclavage et la traite qui étaient elles aussi d'origine congolaise. En tous cas, il ne reste pas de traces documentaires, ethnologiques ou linguistiques de l'existence d'un groupe de congolais ayant conservé une identité propre dans ce qui est aujourd'hui la Tanzanie.

Le groupe qui se rendit aux Allemands en août 1900 est sans doute le même dont le P. Schumacher a trouvé trace dans le royaume Hunde du Kivu (4).

Les BAHUNI - Ils passèrent ici du temps de Muvumi.

Il s'agissait d'askari belges révoltés, conduits par Bwana Karukura, Bwana Saliki, Mabruki et Bwana Ngozi. (On devine que ces sergents étaient octroyés des surnoms de chefs à l'européenne). Ils arrivèrent du Sud du Bukavu (5). Ils emportaient tout avec eux. Ils ont pris chez nous environ 250 hommes, 500 femmes et 100 enfants. Ils ont marché par Kibati, Butumbira jusqu'à Karagwe où ils ont été désarmés par les Allemands. Je n'ai pas pensé à demander si le grand chef des rebelles, le fameux Kigufi (6) se trouvait parmi les *bwama* ou s'était trouvé ailleurs à ce même moment: c'est probable puisqu'il passa de toute manière au Ruanda et doit donc s'être manifesté également ici.

Le temps de Muvumi est la seule indication temporelle, précisée toutefois par une autre tradition (7): 'Après la mort de Rwabugiri, les Europeens sont arrivés et ont trouvé la Province (= le Kivu) sans chef d'Etat. Aucun des différents rois n'accepta de comparaître devant les nouvelles autorités. Etaient concernés: Muvumi, Ntale (Buhavu), Kabale (Banyabungo)' (8).

Rwabugiri est le nom personnel du mwami Kigeri IV du Rwanda, qui perit assassiné à Rucunyu en 1896. Sa mort marqua la fin d'une période d'expansionnisme rwandais, ce qui explique qu'elle paraisse mémorable aux voisins du Rwanda. Elle concorda effectivement avec le début de la présence effective et continue dans cette région des agents de l'EIC et des Allemands. Tout ceci ne nous apprend hélas rien, si ce n'est que les révoltes de 1897 sont passées après 1896, chose que nous pouvions déjà soupçonner!

Les indications géographiques pourraient être plus prometteuses: les Baoni, nous dit-on, sont venus de l'extrémité méridionale du lac et n'ont fait que traverser le pays pour aller se rendre aux Allemands. Cette reddition ayant eu lieu en août 1900, il s'agit presque certainement des fuyards survivants de Baraka et de Kaboge. Arrivant après une défaite

antérieure, ils auraient vagabondé beaucoup plus longtemps dans la région, et on en garderait mémoire. (Le passage cité s'insère parmi d'autres traditions qui permettent d'être édifié quant à la précision de l'histoire traditionnelle.) Venus aussitôt après la révolte ou même après la Lindi, ils seraient arrivés par le Nord ou par l'Ouest.

On aura reconnu dans le *Bwana Karukura* que l'on cite en premier, notre vieille connaissance Kalukula (9) que d'aucuns ont compté parmi les morts de Kaboge. Sans être totalement affirmatif, il semble donc bien y avoir une chance pour qu'un des chefs de la première heure ait survécu à la défaite finale.

Schumacher se trompe certainement lorsqu'il suppose la présence dans ce groupe de Changuvu puisqu'il passa de toute manière au Ruanda et doit donc s'être manifesté également ici. Pour aller de la Semliki, où le P. Achte a rencontré les révoltés tous ensemble au territoire rwandais il n'est pas obligatoire de passer chez les Hunde, c'est-à-dire au Nord-Ouest du lac Kivu. Et, le ferait-on, on arriverait chez eux par le Nord, et pas du tout *du Sud du Bukavu*. L'itinéraire retenu par Louis de Laeger (10) pour le trajet rwandais des Baoni en 1897 est bien plus oriental. Ils descendaient la vallée de la Mukugwa, remontaient la Nyabarongo (11). Ils ont pu quitter la vallée de cette dernière en suivant le cours d'un de ses affluents occidentaux, sans doute suivant le trajet de l'actuelle route Gitarama-Cyangugu¹ (12), passant au Sud de Cyangugu pour reparaître à Birizi et y battre Dubois.

Les hommes, femmes et enfants *pris* chez les Hunde posent aussi problème. Pourquoi n'est-il pas fait mention de leur retour. S'il s'agit de prisonniers ou d'esclaves, ils ne l'ont pas été longtemps (moins d'un an en tous cas) et n'ont pas été emmenés bien loin de chez eux (même d'Ujiji, gagner le Buhunde n'est pas irréalisable, surtout en groupe). Ni les Allemands, ni les missionnaires ne parlent de libération de prisonniers – esclaves lors de la reddition des Baoni. Les missionnaires y étaient pourtant particulièrement attentifs, surtout lorsqu'il s'agissait d'enfants. Puisque ces *prisonniers* n'ont pas eu le temps de s'accoutumer à leur sort et qu'ils n'étaient pas à une distance incommensurable de chez eux, il faut bien prendre en considération l'hypothèse où ils se seraient joints volontairement aux Baoni!

NOTES

- 1) E.P., op. cit. page 458.
- 2) APB, Rome. Mugerwa est dans l'actuel Burundi. Usumbura (Bujumbura) était le chef-lieu de la province coloniale allemande du Ruanda-Urundi. Statut qu'elle conserva d'ailleurs sous le mandat belge.
- 3) On en trouve trace chez Joubert aux passages 1900/7 à 13, c'est-à-dire du mois d'avril au mois d'août.
- 4) SCHUMACHER, p.h.: op. cit. page 233.
- 5) Avant de désigner la ville actuelle, *Bakatu* était le nom de la presqu'île ou celle-ci est élevée et plus généralement, la région qui se situe au Sud du lac.
- 6) Version locale de *Changuvu*.
- 7) SCHUMACHER, p.h.: op. cit. page 225.
- 8) Banyabungo est la désignation, en kinyarwanda, des Shi. On aura reconnu le mwami Kabare.
- 9) Les substitutions I. pour R et réciproquement sont courantes dans les langues bantoues et très courantes en kinyarwanda.
- 10) RWANDA, vol II, page 35.
- 11) Sur les cartes de l'époque coloniale, on trouvera souvent les noms *Mukungwa* et *Nyavanga* (swahili).
- 12) Très accidentée, la géographie rwandaise ne laisse pas beaucoup de choix en matière d'itinéraire, surtout pour ce trajet qui implique le franchissement de la crête Congo-Nil.

XXXXVIII. Shinkakasa 1900

Le fort de Shinkakasa avait été construit à partir de 1891 pour que Boma soit couverte par un ouvrage susceptible d'arrêter les vaisseaux de guerre qui auraient voulu forcer l'entrée des passes du fleuve. Une certaine tension régna pendant quelque temps à cette époque entre l'EIC et le Portugal qui se prévalait de droits historiques en tant que premier découvreur de l'embouchure du Zaïre. Le fort construit, à 1,5 km. de Boma, on se livra à une sorte de *guerre froide* qui fut surtout une guerre de bruits: les canonnières portugaises manœuvraient au large des côtes de l'EIC avec de considérables bruits de sirènes, ce à quoi l'État Indépendant répondait par des exercices d'artillerie, grondants et martiaux à souhait.

La garnison comprenait environ deux cents soldats réguliers, et un nombre au moins aussi considérable de *soldats travailleurs*. Ceux-ci étaient pour la plupart des relégués: soit parce qu'ils appartenaient à des ethnies *rebelles* comme les Tetela ou les Bayu, soit parce qu'ils avaient fait partie d'unités qui s'étaient révoltées, soit encore parce qu'ils avaient été dans des unités dont on avait craint à un moment quelconque qu'elles se révoltassent... Il est assez difficile de trouver équitable une telle confusion dans la punition entre coupables et innocents!

De plus, bon nombre de ces hommes n'avaient pas été libérés de leurs obligations militaires, alors que leur temps de service de sept ans était plus que largement révolu (1). Ce fait était en violation flagrante de l'art. 10 du décret du 30 juillet 1891 (2) par lequel était *s'riement interd.*... de garder sous les drapeaux des hommes... dont le temps de service est expiré?

Écœurés par cette double injustice, les travailleurs militaires se révoltèrent. À l'appel de l'après-midi du 17 avril 1900 (-14 h.), les révoltés qui s'étaient armés en forçant un gradé africain à leur céder la clé des magasins, ouvrirent le feu sur les Blancs. Le lieutenant Bernard et quelques Européens armés refoulèrent les noirs dans le fort. Désarmés pour la plupart, les Européens se réfugièrent dans leur mess et avertirent leur chef, le Cdt. Deuster par téléphone. Les révoltés firent une sortie que ne purent entraver les quelques officiers presque désarmés, s'emparèrent

de provisions, dont du bétail vivant dans une factorerie et une ferme proches du fort, puis retournèrent s'y enfermer. A 16 heures, ils se mirent à bombarder Boma et le fleuve. Deux navires, l'un venant d'Europe, l'autre de Matadi, durent être détruits. Un obus tomba près du palais du Gouverneur. Le bombardement ne fit cependant guère de dégâts: les revóltes n'avaient pas visé de fusées aux obus, de sorte que ces engins n'explosaient pas.

Deuster se rendit à Shinkakasa en chaloupe, apparemment sceptique et desirieux de s'assurer *de visu* de la révolte.

Le commandant Van Meerbeke, qui semble avoir perdu la tête au moment de la révolte, abandonnant ses compagnons dans le mess, se précipita au-devant de la chaloupe avec un autre européen qu'il avait obligé à le suivre. Inutile de dire que cet abandon lui fut fortement reproché (3).

La ville fut mise sous régime spécial, et tous les fonctionnaires prirent les armes, seule application qu'ait jamais reçu l'article 9 du décret organisant la F.P. On ne se fit guère aux soldats présents à Boma: parmi eux aussi il y avait pas mal de membres d'éthnies *suspectes*. Le commandant Tonglet amena deux cent cinquante hommes du camp de Luki. Le 18 avril, la forteresse fut assiégée. On avait renoncé à l'idée d'un assaut: la F.P. était bien placée pour savoir que le fort serait très dur à prendre. Pendant la journée du 18, on tira de part et d'autre une quantité pharamineuse de munitions (4). Au matin du 19, on s'aperçut que les révoltés avaient pris la clé des champs pendant la nuit. Il ne restait au fort qu'une cinquantaine d'hommes, et vingt morts ou blessés graves.

La F.P. dépêcha des colonnes dans plusieurs directions pour empêcher les mutins de se répandre dans le pays ou de passer les frontières. Bien qu'acrochés à Luala où il y eut deux tués (on ne s'étonnera pas d'apprendre qu'il s'agit de deux de leurs chefs) (5) les révoltés purent se réfugier au Congo Français. Les accords Franco-congolais ne prévoyaient le droit de poursuite que pour les Français en territoire congolais, et non la réciproque. Néanmoins, vu le caractère hautement symbolique de la très faible garnison de Brazzaville, les autorités françaises acceptèrent que la F.P. poursuive ses révoltés. Ceux-ci préférèrent cependant se rendre aux autorités françaises, en la personne du chef de poste de Comba. Ils furent relégués à Brazzaville.

Une trentaine d'isolés furent appréhendés et allèrent rejoindre ceux qui avaient été pris dans le fort. Un conseil de guerre condamna à mort dix-huit d'entre eux. Ils furent exécutés le 30 avril.

A côté de Luluabourg et de Ndirfi, Shinkakasa fait piètre figure. S'il n'y avait eu mort d'hommes, on serait tenté de traiter cet incident en vaude-

ville: le commandant pris de panique, les coups de canon qui ne font de mal à personne, les officiers comés dans le mess téléphonant à leur supérieur hiérarchique qui commence par douter de la nouvelle qu'on lui annonce, l'investissement de la place forte si bien fait qu'il laisse passer au bas mot cent cinquante personnes... ce n'est plus de l'Histoire, c'est *Chabal chez Leopold II*...

Au propre comme au figure, Shinkakasa a fait du bruit: le canon n'est pas discret. En outre, Boma avait une population civile importante (pour le Congo de l'époque), dont des ressortissants étrangers, le Congo français et l'Angola étaient à portée d'oreille, et on avait dû détrouper deux bateaux. D'où un retentissement international inévitable de l'événement, qui venait s'ajouter au scepticisme devant les nouvelles de *fin des rébellions* sans cesse proclamées et au retentissement croissant des critiques humanitaires contre les procédés en usage dans le Congo léopoldien. C'était exactement le genre d'image de marque que Léopold II ne tenait pas à donner du Congo.

Cet événement, mineur sur le plan militaire (il s'écoula treize jours entre la révolte et l'exécution des condamnés) mérite aussi qu'on s'y arrête parce qu'il met en évidence quelques ingrédients communs à toutes les révoltes:

1. Le caractère encore une fois très sommaire des appréciations *tribales de la F.P. Tout ce qui ressemble de près ou de loin à la race* (6) (et cela est dangereux et justifie donc des punitions préventives).
2. On trouve invariablement derrière la révolte noire un abus blanc. Pelzer pouvait encore passer pour une brute individuelle, la *marche infernale* de Ndirfi avait un semblant de justification militaire. Le maintien sous les drapeaux des soldats travailleurs de Shinkakasa était une violation flagrante de la loi qu'édicte le colonisateur lui-même. Non content d'imposer sa loi, il la violait ici à quinze cent mètres de la résidence du Gouverneur Général. Autant annoncer ouvertement aux Noirs: "Pour les Blancs, l'abus est la seule loi dans cette colonie".
3. Bien qu'on ne soit guère documenté sur les intentions des mutins de 1900, il y a encore une fois un projet qui apparaît plus comme une défection massive que comme un désir de guerre, de pillages et de massacres. On met les officiers hors-circuit, on pille dans et hors de la forteresse de quoi être bien ravitaillé, et on file dans la brousse... ou dans la colonie voisine si cela tourne mal. Par contre, on n'a pas trace à Shinkakasa de projet de libération global. Celui-ci semble avoir été l'appanage du seul mouvement de Ndirfi. Luluabourg et Shinkakasa apparaissent plutôt comme des mouvements de pur *ras-le-bol*.

XXXXIX. Jusqu'au fond du Katanga...

Le 28 septembre 1901, le drape de Lusaka (Missions des SS, Jacques et Émile) mentionne (1) : Le capitaine Van den Broeck (2), un ami dévoué de notre mission, nous écrit du camp de Kikondja à la date du 4 septembre dernier : Les événements se sont succédés rapidement. Les Batetelas, après avoir été chassés de Kikondja, lieu d'horreur, rempli de squelettes, d'empalés, et de gens mutilés par ces brigands, ont subi une première défaite à environ quinze lieues Sud-Ouest de Kikondja (3), et viennent de subir un véritable désastre à Muledi. Les quelques survivants s'apprêtent à passer le Lomami où ils seront 'euellisi'. Dès maintenant les Batetelas et leurs auxiliaires peuvent être considérés comme des ... souvenus lugubres...

À part la mort des chefs, on aura reconnu une nouvelle exécution de la parition favorite de la F.P. : c'est la victoire définitive, il n'y a plus que quelques Baoni survivants que l'on *pinçera* sous peur la révolte est finie et il n'y a plus rien à craindre.

Après l'intermède forcé causé par la révolte de Ndirifi en 1897, la F.P. avait repris les opérations contre les combattants de la première révolte, celle de Lulabourg, qui couraient toujours. L'inspecteur d'État Maleyl, successeur de Dhanis au commandement de la P.O. fit converger vers les bacs du Haut-Lualaba différentes colonnes représentant en tout un petit millier de soldats. Comme ce fut le cas depuis la bataille de Diboé (6/1/95), il est pratiquement impossible de distinguer dans les opérations souvent confuses qui se déroulèrent de 1901 à 1908, la part qui revient aux Baoni de celle qui concerne les chefs, luba et autres, de la région. C'est qui est vrai pour les opérations militaires l'est aussi pour les diverses atrocités relevées au cours de cette campagne. Les mutilations font plutôt penser au code pénal luba. Mais nous savons que les Baoni ont été contraints de se ravitailler en armes et en munitions auprès des traitants portugais, donc de faire la chasse aux esclaves, ce qui ne va pas sans engendrer divers horreurs. D'autant plus que leurs clients, les *pombeyros* portugais étaient parmi les esclavagistes les plus brutaux et les plus expéditifs de cette triste corporation. Ils ont donc eux aussi sans doute trempé dans le sang versé à ces occasions.

NOTES

- 1) F. P., op. cit. page 461.
- 2) Voir annexe III. Souligné par nous.
- 3) F. P., op. cit. page 463.
- 4) L. A. F. P. (op. cit. p. 464) estime que les revoltés ont consommé 225 opus, 328 boîtes à balles, 6 shrapnell et des milliers de cartouches.
- 5) F. P., op. cit. page 463.
- 6) Les termes *deraire bakusu ou nabava* sont employés par la F. P., p. 401.

La guerre civile Luba, et le rept que la F.P. avait été contrainte de leur laisser pendant quatre ans avaient amené une certaine symbiose entre Baoni et populations locales. Leur réputation militaire leur valait d'être appelés de préférence soit à combattre, soit à commander. Symbiose ne signifie toutefois pas absorption. Jusqu'en 1908 une distinction persista, même si les groupes n'étaient pas entièrement séparés. Yamba-Yamba et Kimpuki commandaient des groupes distincts, sur le même pied que le chef coutumier Kapepula. Les Baoni ouvrirent cependant la campagne par une gaffe, dont on peut se demander si elle n'est pas attribuable à leurs alliés luba, tant elle est énorme du point de vue militaire: la position de Kikonja, très forte, sinon impenable à moins de disposer d'une marine (4) fut abandonnée sans coup férir. La F.P. l'occupa sans combat le 21 juillet 1901. Les révoltes reculerent sans combattre jusqu'au 3 août, furent accrochés à Muvumbi le 4, décrochèrent et n'acceptèrent le combat que le 27 août à Makikwanga où ils subirent de lourdes pertes, malgré une défense courageuse et habile dans un boma fortement organisé (5).

Il est assez inconscquent, pour ne pas dire plus, de quitter une place forte pour aller se faire battre dans un fortin improvisé. Cette stratégie bizarre pourrait être le reflet de désaccords parmi les révoltés investis du commandement, oppositions qui pourraient à leur tour être la manifestation de divergences entre les déserteurs de la F.P. et les guerriers traditionnels. Cette hypothèse, si elle est vraisemblable, n'est cependant étayée par aucun document oral ou écrit. Pour savoir qui se trouvait exactement dans le groupe Baoni vaincu à Makikwanga, nous ne pouvons nous baser que sur les armes ramassées par la F.P.. Celle-ci (qui a retrouvé parmi les cadavres *deux de leurs chefs*) dénombre 'de nombreux fusils perfectionnés, des revolvers et plus de cinq cents fusils à piston' (2). Quelques revolvers, assez bien d'armes modernes et un gros tas de *pupu* est un arsenal qui a dû correspondre à une minorité de Baoni accompagnés de quelques dignitaires coutumiers, commandant et noyant une majorité de guerriers traditionnels.

Les pertes de la F.P. furent négligeables: deux tués et quelques blessés (6). Cette relative inefficacité du feu fait, elle aussi, penser que c'étaient les *pittores* à piston qui avaient le premier rôle, même si la défense *courageuse et habile* laisse supposer qu'au moins une partie de l'autorité reposait sur les épaules des militaires entraînés à l'euro-péenne. Les éléments en notre possession donnent donc plutôt à penser que la F.P. a ce jour-là eu à affronter un groupe composé surtout de guerriers partisans de Kabongo Kummimba Shimbu, les Baoni ne fournissant qu'un groupe d'élite et un encadrement *technique*.

Malley décreta de larges mesures d'amnistie pour se concilier les

indes, les apeures et... les opportunistes et établit un poste à Kikonja et deux autres à Dilolo et Kandakanda. Son but était d'étrangler ses adversaires en les coupant le plus possible de l'Angola, dont les traitants fournissaient, contre des esclaves, les armes et les munitions sans lesquelles les Baoni auraient perdu et la guerre et leur crédibilité auprès des chefs locaux.

Les années suivantes virent se dérouler d'imprévisibles marches, souvent inutiles, entrecoupées de quelques accrochages sérieux. En août 1901, Hendrickx marcha trois jours, de Kikonja à Ishantobo pour y trouver un camp vide. Par après, De Clerck réussit à moitié une manœuvre d'encerclement. Les Baoni perdirent quarante tués et septante-deux fusils avant de réussir à se dégager et à s'évanouir dans la brousse.

En mars 1902, grâce à une marche de nuit, Hendrickx réussit près de Kintke à délivrer cent esclaves et à s'emparer de cinquante fusils... mais ses adversaires disparurent.

Ils avaient par contre retenu la leçon: en septembre 1902, ce sont eux qui effectuèrent une marche de nuit et attaquèrent la F.P.. Hendrickx parvint à résister victorieusement, atteignit la Lubilanjji et établit un camp au lac Kinda.

Derrière-la, la F.P. détruisait des camps abandonnés par les révoltés ou les villages qui passaient pour leur être favorables. Le 11 novembre 1904, Deffense, qui ne s'y attendait pas, tomba par hasard sur un camp de Baoni. Un combat acharné et confus eut à nouveau pour effet la dispersion des révoltés dans la brousse.

En 1906, Baillon, chef de poste à Lukatu voulut déloger les Baoni de Kizembe. Il battit la brousse en vain, ne rencontra personne et revint bredouille.

Ces diverses opérations, si leurs résultats militaires étaient des plus limités, allaient cependant de pair avec une mainmise croissante de l'ETC sur le Katanga. Les Baoni reculaient vers le Sud-Ouest au fur et à mesure de cette avance.

En 1907, De Clerck prit la tête de quatre cents soldats, commandés par sept Européens et un gradé africain. Il se rendit aux sources de la Lubilanjji, où les Baoni étaient établis dans trois camps commandés respectivement par Yamba-Yamba et Kimpuki, les deux caporaux de Lulubourga, et le chef coutumier Kapepula. Les combats durèrent près d'un an, du 22 juillet 1907 au 12 mai 1908. Dans l'ordre, les camps de Yamba-Yamba, Kapepula et Kimpuki furent pris, mais cela ne fit qu'inverser la situation, les Baoni attaquant désormais les camps devenus ceux de la F.P., ou tendant des embuscades à leurs occupants à partir de la brousse.

Au début de 1908, Yamba-Yamba et Kimpuki furent tués au combat.

Le 21 février, Kapepula fit sa soumission. Désormais seuls, les derniers Baoni se rendirent le 12 mai 1908. Ils furent déportés à Lodiya et à Kabinda.

Même sur les cartes coloniales, il y a trois villages qui s'appellent Yamba-Yamba, Kapepula et Kimpuki. Il n'y eut jamais de Pelzerville ou de De Clerckbourg.

Conclusion

En effet, l'ennemi est chez lui ! Dès qu'il sent venir le dessous, il se disperse après s'être créé un point de ralliement. La poursuite, quand très exceptionnellement elle a lieu, ne donne aucun résultat. Les hommes refusent de poursuivre.

Du reste, armés de bons fusils, riches en munitions, sûrs de leurs forces, avides de liberté, de rapines et de pillage, conduits dans des régions fertiles et abondamment pourvues de vivres, les révoltés défiaient l'autorité des blancs.

Si l'on tient compte de la possibilité, pour les soldats révoltés du Congo, de chercher refuge dans les forêts, où ils ne peuvent être poursuivis, d'éviter les batailles rangées et de pratiquer une guerre d'escarmouches, d'embuscades et de surprises contre lesquelles les officiers ne se prémunissent peut-être pas suffisamment, on s'explique que la lutte se soit prolongée, que le résultat final n'était pas douteux, que l'instant devait arriver où, privés de munitions, obligés de se disperser pour cause de subsistance, ils seraient fatalement amenés à se soumettre⁽¹⁾.

Lorsque ce passage fut écrit, on était en 1906. Les Baoni en avaient donc encore pour deux ans, malgré le ton triomphal employé déjà par le chroniqueur.

D'un point de vue strictement militaire, les insurgés perdirent sans doute beaucoup à n'avoir pas fait plus systématiquement ce que Lejeune-Choquet décrit comme étant leur force : ils firent relativement peu de guerre d'embuscade et de coups de mains, se battirent trop souvent en rase-campagne ou sous les murs de points fortifiés, où la F.P. devait l'emporter à la longue, ne fût-ce que par la supériorité de l'armement et de la discipline de feu. Ils firent trop la guerre et pas assez la guerrilla. Les batailles importantes, quel qu'en ait été le vainqueur, ont été des batailles rangées.

Si Lejeune-Choquet leur fait la part trop belle (on a l'impression qu'ils disposaient des ressources d'un vaste arsenal jointes à celles du Pays de Cœgagne), il a par contre raison de souligner qu'ils étaient *chez eux*. Leur soulèvement n'aurait pu durer plusieurs années s'ils n'avaient trouvé approbation et soutien chez les populations qu'ils côtoyaient.

NOTES

- 1) APB 409-410, Chronique des P.B. Janvier 1902, n° 93, pp. 109-110.
- 2) Commandant 200 hommes venus du poste de Jankatu.
- 3) Soit 75 km, la lieue belge valant 5 km.
- 4) Voir notamment Vansina, *Royaumes de la Savane*, p. 183. Malley jugea Kikonga assez forte pour n'y laisser que 150 hommes alors qu'elle pouvait être attaquée e par plusieurs milliers d'hommes.
- 5) E. P., *op. cit.*, page 379.
- 6) E. P., *op. cit.*, page 379.

Celles-ci receptraient d'ailleurs leurs rangs : pour chacune des deux grandes révoltes, le nombre des morts et des prisonniers excède largement celui des premiers effectifs. S'ils n'ont pas inventé la guerre de maquisards, les Baoni ont par contre pratiqué une sorte de *guerre populaire*.

Il faut donc reviser l'image souvent mise en avant par la F.P. des mutins se conduisant comme des routiers de la guerre de Cent Ans. De telles gens n'auraient jamais bénéficié d'un soutien suffisant pour jouer le rôle de *poisson dans l'eau*. Qu'ils aient pris des esclaves parmi les populations qui leur étaient hostiles n'apparaissant pas comme moins fumeux aux yeux de leurs congénères : la traite européenne les y avait habitués.

Les révoltes de la F.P. ne laisseront pas de souvenir officiel durable. On préférera les oublier.

Pour la consolation des familles, divers monuments ou commémorations pratiqueront l'amalgame : les morts de la révolte entreront communément dans le panier des *Blames tombés dans la lutte contre l'exploitation* (2).

Une certaine angoisse dura quelque temps : on craignit le pire lorsque la *grogne* s'installait dans les camps militaires, à propos de la soupe ou des arrières de solde. On imposa aux officiers d'être armés pour l'appel du matin et à une partie d'entre eux de se poster derrière la troupe *au cas où...* (Deux mutineries sur trois avaient commencé à cet appel du matin). Ces souvenirs s'estompèrent bientôt. Un demi-siècle à peine après la fin des révoltes, les hommes de la Force Publique de 1960 étaient loin d'être des mutins en puissance : ils étaient ceux sur qui le Congo pourra toujours compter (3). Si entretemps il est arrivé à un professeur d'histoire de Belgique de mentionner en passant la *révolte de Baniela*, lui-même et ses élèves étaient la plupart du temps persuadés qu'il s'agissait d'une révolte tribale, d'une de ces obscures affaires ethniques comme on en rencontre chez les sauvages, et devant lesquelles les civilisés perdent leur latin.

Nous croyons avoir montré à suffisance que les révoltes des Baoni n'eurent aucun caractère qui les rattache à la catégorie d'événements habituellement dits *tribaux* ou *ethniques*. Leur éclatement et leur déroulement sont entièrement indépendants tant des instances déléguées traditionnelles que des chefs coutumiers. Quand ceux-ci se manifestent, c'est comme alliés des insurgés, jouant souvent un rôle secondaire, voire même comme alliés de l'FLC. Quant à la conspiration ethnique, c'est la F.P. et elle seule qui l'a organisée. On ne peut sans violenter les faits, baptiser *Tetela* un manteau d'Arlequin qui couvrirait tout le quart Centre-Sud-Est de l'actuel Zaïre.

Un fait demeure cependant : les Tetela qui énumèrent les raisons d'être satisfaites d'appartenir à cette ethnie citent souvent, aussitôt après Patrice Lumumba, les révoltes de la F.P. Certes, il est gratifiant de descendre de guerriers redoutés. Il y a là aussi pour une part la tentation permanente que nous évoquions au début de cet ouvrage : rendre des fils en ligne droite à travers l'histoire, faire l'amalgame entre les héros de la liberté perdue et le héros de l'indépendance reconquise.

Mais la F.P., mettant un comble à son propre *ethnisme*, s'arrangera pour bien graver le souvenir des révoltes dans la mémoire populaire, en se livrant à la répression préventive. Dans les forces armées, on soupçonna tout soldat *tetela* de velléités subversives. Il y eut des arrestations, des mises à la chaîne, des déportations dans le Bas-Congo, dont nous avons fait état. Mais on soumit aussi la région Tetela proprement dite (celle qui est délimitée au Chapitre I), où il ne s'était rien passé, à des mesures préventives, dont force mesures d'*occupation militaire*.

L'autorité coloniale s'était en effet arrogé le droit d'imposer ce régime non seulement là où des troubles s'étaient produits, où des infractions avaient été commises, mais aussi là où elle estimait que de telles choses *pourraient* se produire.

La solidité du souvenir Tetela s'explique en grande partie par le souvenir cuisant de cette longue occupation militaire *préventive*. Et la persistance de ce souvenir, souvent évoqué par la génération de ses parents et grand-parents, n'est sans doute pas étrangère à une certaine agressivité de ton de Patrice Lumumba, dont le discours du 30 juin 1960 surprit beaucoup de Belges (coloniaux compris) qui ignoraient ce qu'avait été la colonisation léopoldienne. Nous avons donné suffisamment d'exemples de ce que la F.P. se permettait dans le cadre du maintien de l'ordre pour ne pas y revenir.

La Commission d'Enquête de 1904 a fort bien résumé la situation : lorsque l'ordre de punir vient d'une autorité suprême, il est bien difficile que l'expédition ne dégénère pas en massacres accompagnés de pillages et d'incendie. L'action militaire, ainsi comprise, dépasse toujours le but, le châtiement étant en disproportion flagrante avec la faute. Elle comprend dans une même répression les innocents et les coupables (4). Il y avait effectivement de quoi marquer les mémoires!

Le groupe qui a pris les armes contre la colombe n'était pas un groupe ment traditionnel. Pourtant, on aura remarqué qu'au fil du récit la coutume reparait à maintes reprises : invocation de liens de parenté, palabres, immixtion (de gré ou de force) dans des disputes coutumières ; réparation qui va cependant de pair avec un souci de *modernité* ; instauration d'une règle de succession ne devant rien à la coutume, conservation de l'instruction militaire à l'étropéenne. Une attitude, en somme,

plus souvent pronée que pratiquée : *gardons ce que nous avons de bon et prenons aux Blancs ce qu'ils ont d'utile.*

Dans l'histoire du Congo-Zaïre, les insurrections qui ont eu de l'éclat, de la profondeur et de la durée correspondent toutes à la réunion, plus ou moins réussie d'un couple Savoir-Pouvoir, occidental et traditionnel.

Si des autorités coutumières avaient le désir de résister, ou du moins de représenter un potentiel suffisant pour se ménager une marge de continuité, elles ne disposaient d'aucune information fiable sur les colonisateurs, leur organisation ou les moyens dont ils disposaient. Au contraire, ceux qui avaient acquis des informations utiles au contact des Blancs ne pouvaient guère se faire entendre, encore moins se faire suivre par des masses importantes de la population. Les Baoni savaient comment combattaient les Européens, disposaient des mêmes armes qu'eux et, en même temps, se pliaient à la coutume, acceptaient de collaborer avec les autorités investies du pouvoir coutumier. Il y eut des milliers de gens pour les suivre.

Un certain nombre de chefs coutumier, par contre, font figure de précurseurs des *bourgeois javellisés vendus à l'étranger* (5). Lumpunga et ses collègues, appelés à plaider leur cause, répondraient sans doute qu'à court terme ils ont eu raison, que les révoltes avaient perdu d'avance et qu'ils ont contribué à *sauver les meubles* de la culture traditionnelle en interposant entre l'autorité coloniale et leurs administrés le tampon du *chef médaille*. C'est ce que plaident invariablement les collaborateurs et ils n'ont pas toujours tort.

Il est indéniable que les Baoni n'ont été que des hommes libres en surplus. Leur défaite était fatale. Eur-on même assisté à l'effondrement de l'ÉC que cela n'aurait que déchaîné d'autres appétits. Au lieu d'être léopoldien, le Congo aurait été wilhelmien, victorien ou français. Il aurait toujours été colonisé. Cette vérité dut apparaître soudement, sinon dans la conscience, du moins dans l'inconscient des masses congolaises. Au début du XX^e siècle, les révoltes violentes deviennent plus rares. Ce qui ne veut pas dire que les tensions disparaissent et qu'il n'y a plus de conflits. Pour un temps, la place laissée libre par les mouvements violents fut occupée par des mouvements religieux : force et perspectives d'avenir faisant défaut aux Noirs dans ce Monde, ils les recherchèrent dans l'Autre, sous des formes tantôt chrétiennes, tantôt animistes, souvent syncrétiques.

Les revendications plus purement matérielles des autochtones, dont l'expression fut au départ violente (on ne manqua pas de ressortir les éti-quettes tribales et les mouvements des travailleurs faméliques d'Union-Ver devinrent des *révoltes des Yaka et des Pende*) trouvèrent parallèle-

ment à s'exprimer d'une manière *acceptable* – c'est-à-dire ne remettant pas la colonie en question – après des débats difficiles, lents, presque clandestins et malgré une longue répression.

Si les Baoni apparaissent donc comme des insurgés appartenant non plus à la société pré-coloniale, mais à un corps social qui a été constitué et par la colonie avant de s'insurger contre elle, il est légitime de se demander ce que leur révolte a représenté dans l'évolution de la conscience politique des Congolais. En d'autres mots, quelles étaient leurs motivations politiques, le mot étant évidemment pris dans un sens très large. Sans aucun doute, le facteur déclenchant de leurs révoltes a été la présence d'abus graves et flagrants, dirigés directement contre eux : brutalités de Pelzer, racisme, inégalités, sévices sur la route de Ndriifi, illégalités manifestes à Shinkakasa avec, brochant sur le tout les problèmes de solde et de ravitaillement. Le caractère de *mouvement de mécontentement* saute donc aux yeux.

Nous n'avons aucun témoignage direct sur ce que pensaient les révoltés de Lutahourg ni ceux de Shinkakasa. Pour ceux de Ndriifi, nous en sommes réduits au document Achte. Tous les autres témoignages sont indirects. L'épaisseur même de ce silence imposé est en soi un document historique !

Si certains propos rapportés par Achte relèvent de la rodomontade ou de la naïveté, comme *chasser tous les Blancs*, d'autres montrent des Baoni raisonnant non pas en Tsetela ou en Songye, mais en Congolais ou en Noirs. Il leur apparaissait que les Africains étaient collectivement victimes de la colonisation et que cela créait un lien de solidarité entre eux, et plus particulièrement entre les Noirs se trouvant dans le même ensemble colonial arbitraire. Il y a là l'embryon d'une conscience politique *naïvonne* au sens contemporain du terme. Cela montre que là où la mémoire populaire a retenu, à l'actif des Baoni, des sentiments de fraternité entre Noirs, de solidarité entre Congolais, d'identité d'intérêts entre soldats insurgés et population civile, on ne peut les écarter d'un revers de main en les traitant en bloc d'interpolations modernes ou d'embellissements imaginaires. Si on verse à leur débit le fait d'avoir été des *politiciens réalistes* au point d'accepter, comme les autres responsables politiques africains et sans avoir plus qu'eux le choix, de s'aboucher avec des esclavagistes, il faut aussi compter à leur crédit d'avoir été les premiers à faire de la politique congolaise.

Dans le courant de notre récit, il nous est arrivé à plusieurs reprises de franchir la date fatidique du 18 octobre 1908, celle de la signature par Léopold II du traité de cession du Congo à la Belgique. Les Baoni subirent la rélegation après cette date, les Tsetela continuèrent à bénéficier de l'occupation de la F. P. : divers personnages qui avaient joué un cer-

tant rôle durant les révoltes occupèrent encore le devant de la scène: Kasongo Niembo, allié de l'ÉIC, se révolta en 1907; il fut capturé et relégué par les autorités du Congo Belge, qui eurent aussi maille à partir avec les Shi dont il a été question à propos de Ngweshé. Du côté des Blancs, les grands personnages de la colonie et de l'histoire coloniale restèrent en place: certains même fondèrent de véritables dynasties, où l'on était colonial de père en fils.

Sans qu'on sache trop pourquoi, il semble être devenu à la mode ces dernières années de considérer 1908 comme une date infranchissable. C'est le *terminus ad quem* des historiens de Léopold II, et le *terminus a quo* des historiens de la colonie belge; de l'indépendance et du Zaïre (6).

Après avoir défendu en bloc la Grande Œuvre Coloniale du Roi Citoyen et de ses Glorieux Successeurs, l'historiographie dominante semble virer sur l'aile et préférer le saucissonnage: on parle du Congo de Léopold II et de la colonie belge presque comme s'il s'agissait de deux pays différents, alors que les lois et règlements, les agents, colons, officiers ou administrateurs de l'ÉIC demeuraient en place et que les actions répressives furent poursuivies là où l'on avait estimé devoir sévir. Il n'y eut aucun changement subit et miraculeux au Congo lorsque l'appui et le contrôle tutélaire d'un Etat constitutionnel se substituèrent au 'pouvoir absolu' (7). Il y eut des changements progressifs, liés à l'industrialisation, au boom économique d'après 14-18, causés donc par les besoins du colonisateur, non par le désir de rencontrer les besoins de ses colonisés. S'il y eut changement de l'ÉIC au Congo Belge, ce fut dans la continuité.

Ceci nous ramène à celui qui se profile toujours derrière tout ce qui se passe dans l'ÉIC, à Léopold II.

Qu'ils s'agisse des révoltes de la Force Publique ou d'autres événements où les droits de l'homme furent violés (on parlait pudiquement d'*abus*), se pose la question de sa responsabilité. Il est aussi inepte de le charger de tous les péchés d'Israël que de le dépendre comme le parfait naïf qui ne s'est jamais douté de rien.

Un point est clair, et en quelque sorte revendiqué par Léopold II lui-même: dans l'ÉIC, son autorité et ses droits étaient absolus. La responsabilité politique doit donc l'être aussi.

Contrairement à la situation belge où le Roi, de par la Constitution, n'a aucune responsabilité, celle-ci incombant exclusivement au Gouvernement, l'ÉIC n'avait d'autre gouvernement que le Roi. Les Administrateurs Généraux, réduits par après au titre plus réaliste de Secrétaires Généraux, n'eurent jamais d'autre rôle que celui d'exécutants. Léopold II écrivit: 'Le soin de constituer le nouvel Etat m'a incombé exclusivement. Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une œuvre personnelle. Or,

il n'est pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre œuvre... Mes droits sur le Congo sont sans partage... la Belgique n'en possède pas sur le Congo en dehors de ceux qui lui viendront de moi' (8). 'Les titres de la Belgique à la possession du Congo relèvent de ma double initiative, des droits que j'ai su acquérir en Afrique et de l'usage que j'ai fait de ces droits...' (9). Il ne pouvait ignorer qu'en invoquant autant de droits, il revendiquait tout autant de responsabilités. Ces textes datent de 1906, il les a donc écrits en connaissant le rapport de la Commission d'Enquête, à supposer qu'il ait eu quelque besoin de celui-ci pour éclairer sa religion.

La responsabilité politique est toutefois quelque chose d'assez théorique, qui ne comporte d'ailleurs qu'une seule sanction: un vote négatif du Parlement, éventuellement suivi d'un désaveu électoral. En Roi absolu n'a rien à craindre de ce côté.

Sur le plan moral, on admettra qu'un Premier Ministre ne se sente pas personnellement coupable si un agent de police commet une bavure, même si le gouvernement vient à tomber à la suite de celle-ci: en tant que personne, il n'a pas participé directement à la chose.

Le seul cas où il est certain que des décisions personnelles de Léopold II sont directement en cause est la révolte de Ndjiri. L'expédition Dhanis était dictée par ses ambitions territoriales, il a approuvé personnellement le plan très risqué de Dhanis, il a houspillé l'expédition pour qu'elle prenne un départ prématuré, il a imposé des nominations malheureuses que Dhanis aurait pu éviter, il a voulu nier la gravité et pressé jusqu'à l'existence du soulèvement, il a pris lui-même et toléré sinon inspiré chez d'autres une attitude scandalusement injuste envers un de ses meilleurs officiers, méritant qu'on écrive de lui, par exemple: 'Léopold de Saxe-Cobourg qui, vice chez un homme mais vertu chez un roi, flatte celui dont il attend quelque service et écarte avec indifférence celui qui lui est devenu inutile...' (10).

Il est d'autre part difficile d'admettre qu'un homme aussi universellement renommé pour son intelligence et sa finesse, et qui se renseignait personnellement auprès des fonctionnaires... qui rentraient du Congo' (11) sur la marche des affaires n'ait pas soupçonné que le système même qu'il mettrait en place au Congo allait engendrer des abus sanglants, et que ceux-ci à leur tour allaient déclencher des révoltes qu'il faudrait réprimer. Sur ces points, et que l'on conteste ou non le système colonial, la responsabilité personnelle de Léopold II apparaît incontestable.

L'anticolonialisme au sens où nous entendons le mot: opposition au fait même de coloniser, n'existait pratiquement pas au XIX^e siècle. Les gens que l'on qualifie ainsi a posteriori n'ont la plupart du temps que dénoncé tel ou tel abus d'un système colonial, souvent au nom d'une

hypothétique *colonisation idéale*. Instruire une sorte de procès personnel contre Léopold II du chef d'avoir colonisé, d'y avoir cherché du profit pour lui-même ou pour son pays, et d'avoir mélangé et confondu cette opération avec une œuvre humanitaire et avec la diffusion de la civilisation européenne, considérée comme unique et universelle, est une démarche qui n'a guère de sens. Parmi ses contemporains, on compte-rait sur les doigts d'une seule main les gens qui ne pensaient pas comme lui. Ceux des gouvernants de l'époque qui n'agirent pas comme lui sont encore moins nombreux.

Juliet 1986

NOTES

- 1) Lejeune-Choquet, *op. cit.*, page 203
- 2) Par exemple sur le panneau commémoratif du Musée de Tervuren.
- 3) Texte d'une carte postale de propagande émise par la F.P. au début de 1960.
- 4) Rapport de la Commission d'enquête, pp. 215-216.
- 5) L'eau de javel étant l'un des produits blanchissants les plus communs, l'adjectif est appliqué ironiquement aux Africains si bien formés à la culture européenne qu'ils ont perdu toute identité africaine.
- 6) Il en a notamment été ainsi de l'émission *Bonla Matari* de la RTB, remarquable à bien des points de vue et très instructive... à condition de s'être documenté au préalable sur les vingt premières années de la colonisation, passées sous silence.
- 7) Termes de la déclaration d'A.J. Wauters après le vote de l'annexion, le 30 août 1908.
- 8) Lettre aux Secrétares Généraux, *cf.* Annexe VIII.
- 9) Cédille au Testament du Roi, *cf.* Annexe VIII.
- 10) D'Anreles, J., *Gordon Pachia*, page 86.
- 11) Liebrechts dans Lejeune, page 3.

Annexe I

Decret du Roi-souverain du 5 août 1888.

Léopold II, etc...

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à l'organisation de la Force Publique;

Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs Généraux,

Nous avons décrété et décrétons:

1. Le Gouverneur Général exerce le commandement suprême de la Force Publique au Congo;
 2. La Force Publique est administrée par un État-Major dont le chef réside au siège du Gouvernement et porte le titre de Commandant de la Force Publique;
 3. La Force Publique est subdivisée en compagnies commandées par des capitaines et composées de plusieurs pelotons commandés par des lieutenants ou sous-lieutenants;
 4. Le Gouverneur Général répartit les unités de la Force Publique entre les différents districts;
 5. Le Commandant de la Force Publique et les capitaines de la Force Publique sont nommés par nous. Tous les autres fonctionnaires de la Force Publique sont nommés par le Gouverneur Général, à moins qu'il n'y ait été pourvu par notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur;
 6. Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.
- Lycops et Touchard, *op. cit.*, tome I, page 243.

Annexe II

Décret du Roi-souverain du 17 novembre 1888.

Fixant les règles à suivre pour l'organisation de la force publique dans l'Etat Indépendant du Congo.

Leopold II, etc.

Wantant déterminer les règles à suivre pour l'organisation de la Force Publique dans l'Etat.

Sur la proposition de Notre Administrateur de l'Intérieur, Nous avons décrété et décrétons :

1. Les unités principale de la Force Publique comprennent :

a) l'Etat-Major,

b) La Compagnie de dépôt et d'instruction à Boma,

c) Les Compagnies actives.

2. L'Etat-Major se compose :

Du Commandant de la Force Publique,

D'un capitaine-adjoint

D'un lieutenant adjutant-major,

D'un adjudant sous-officier (secrétaire et porte-drapeau).

3. La Compagnie de dépôt et d'instruction centralise l'administration de la Force Publique; son cadre européen comprend :

- Un commandant qui est en même temps le capitaine adjoint au Commandant de la Force Publique.

- Un lieutenant,

- Un lieutenant ou sous-lieutenant faisant également les fonctions d'officier d'armement et d'administration.

- Un sergent-major,

- Trois sergents.

Son cadre indigène comprend :

- Un sergent-fourrier,

- Deux à trois sergents,

- Un caporal aide-armurier,

- Un caporal clairon,

- Six caporaux.

4. Une compagnie active a pour cadre européen :

Un capitaine ou lieutenant, commandant,

Un lieutenant ou sous-lieutenant,

Un sergent-major,

Un sergent,

Son cadre indigène comprend :

Deux sergents

Quatre à six caporaux;

Une compagnie active a effectif renforcé comprend, en plus, dans

son cadre européen :

Un lieutenant ou sous-lieutenant,

Un sergent;

et dans son cadre indigène :

Un sergent et

Trois caporaux.

Une compagnie active comporte un effectif de 100 à 150 soldats plus 40 à 60 ouvriers militaires répartis en deux pelotons de deux à trois sections.

Une compagnie active a effectif renforcé compte de 200 à 250 soldats, plus 40 à 60 ouvriers militaires, répartis en trois pelotons de deux à trois sections.

Le nombre d'escouades est variable selon les détachements à former.

Dans chaque compagnie un des sergents pourra être nommé premier sergent.

5. La compagnie de dépôt, celle du Stanley-Pool, ainsi que d'autres qui pourront être désignées ultérieurement, ont en outre un sergent-armurier.

6. Les compagnies ont un quartier principal fixe; leur mission principale est le maintien de l'ordre et l'occupation effective de chaque district. Il est créé huit compagnies actives.

Par dérogation à l'article 4 du décret du 5 août 1888 sur l'organisation de la Force Publique, les compagnies sont réparties comme suit :

La première compagnie, qui est en même temps la compagnie de dépôt et d'instruction, quartier principal à Boma; elle assure le service des districts de Boma, de Banana et de Matadi.

La deuxième compagnie, quartier principal Leopoldville, district du Stanley-Pool; elle fournit le détachement du Kasai.

Les quatrième et cinquième compagnies à effectif renforcé, quartier principal sur le Haut-Lomami, district du Haut-Lomami.

La sixième compagnie, quartier principal Bangala, district de l'Angai et de l'Uele; elle pourvoit au service du district de l'Angai.

Les septième et huitième compagnies, a effectif renforcé, quartier principal au confluent de l'Aruwimi et Uele; une de ces compagnies fournit un détachement au poste des Stanley-Falls.

Le Gouverneur Général peut obtenir l'occupation de nouveaux postes par des détachements pris dans les compagnies.

8. Outre les compagnies régulières, il sera créé, dans les districts destinés par le Gouverneur Général, des corps permanents de milices indigènes soumises à la discipline militaire. Ces troupes seront réparties en compagnies et en pelotons; leurs cadres seront placés, dans chaque district, sous le commandement supérieur d'officiers de la Force Publique régulière.

L'organisation des milices sera réglée par le Gouverneur Général.

9. Lorsque la sécurité publique l'exige, tout le personnel de l'Etat, tant fonctionnaires que travailleurs, à l'exception des magistrats de l'ordre judiciaire, peut être requis de prendre les armes; mais ce personnel est alors constitué en unités distinctes commandées, au besoin, par des fonctionnaires n'appartenant pas à la Force Publique en qualité dans ce cas d'officiers ou de sous-officiers auxiliaires.

Cette force auxiliaire est soumise aux lois et règlements militaires pendant toute la durée de la réquisition. Les réquisitions de l'espèce sont faites:

a) Dans les districts situés à l'Est de celui de Matadi, par les commissaires de district;

b) Dans les districts de Banana, Boma et Matadi, par le Commandant de la Force Publique dûment autorisé par le Gouverneur Général.

10. A défaut de designation spéciale par le Gouverneur Général, lorsque plusieurs compagnies ou fractions de compagnies sont réunies, l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé prend le commandement de l'ensemble de la troupe.

Le Gouverneur Général peut aussi donner à un officier désigné par lui le commandement supérieur de deux ou plusieurs compagnies non réunies.

11. Le Gouverneur Général répartit les officiers et les sous-officiers dans les compagnies sur les propositions du Commandant de la Force Publique.

12. En cas de vacance par suite de décès, maladie ou toute autre cause majeure, l'officier le plus ancien de la compagnie en prend provisoirement le commandement.

Le remplacement provisoire de chefs a lieu de la même façon dans les cadres inférieurs.

Néanmoins, dans les cas graves et urgents, les commissaires de

districts

et caporaux de leur choix

13. Le Gouverneur Général et les commissaires

délèguent aux commandants des compagnies et aux chefs de sections les pouvoirs disciplinaires qui leur sont attribués par le règlement du 5 juillet 1888 sur la discipline militaire.

14. Les sous-officiers et les caporaux indigènes sont nommés par les commandants de compagnie, sous réserve de l'approbation des commissaires de district et du Commandant de la Force Publique, mais aucune augmentation de solde ne peut être accordée que par une décision du Gouverneur Général.

15. Les sous-officiers et caporaux européens sont nommés par le Commandant de la Force Publique, sous réserve de l'approbation du Gouverneur Général.

16. Des propositions pour l'avancement sont dressées trimestriellement par les commandants de compagnie; elle sont remises aux commissaires de district, qui y joignent leur avis et les transmettent au Commandant de la Force Publique; ce dernier les soumet au Gouverneur Général.

17. Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Lycops et Touchard, Tome I, p. 253.

Annexe III

Décret du Roi-Souverain - 30 juillet 1891

Recrutement de la Force Publique

Leopold II, etc.

Considérant qu'il importe d'organiser dans le territoire de l'Etat le recrutement d'une armée nationale;

Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs, Général et de l'avis de Notre Conseil Supérieur,

Nous avons decreté et decretions:

1. Le recrutement de l'armée régulière a lieu par des engagements volontaires et par des levées annuelles. Le contingent à recruter est déterminé par Nous.

2. Le Gouverneur Général ordonne les levées annuelles destinées à compléter les cadres dans les limites du contingent fixé par Nous.

3. Le Gouverneur Général détermine annuellement les districts où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacun, il désigne également dans chaque district les localités où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacune.

4. Le mode suivant lequel s'opère la levée est déterminé par le commissaire de district de commun accord avec le chef indigène. Elle a lieu autant que possible par voie de tirage au sort.

5. Nul ne peut être incorporé avant l'âge de quatorze ans révoilus ni après l'âge de trente ans accomplis.

6. La durée du service actif est de cinq ans. A l'expiration de ce terme, les hommes font, pendant deux ans, partie du cadre de la réserve.

7. Tout homme incorporé dans l'armée régulière est immatriculé dans les contrôles de la Force Publique. Il lui est délivré un livret modèle arrêté par les règlements sur les services et la comptabilité de la Force Publique.

8. Tout homme incorporé en vertu des articles 2, 3 et 4 du présent décret est entretenu et équipé aux frais de l'Etat.

Il touche une solde journalière de 21 centimes; le tiers de cette somme peut lui être retenu pour lui être bonifié à l'expiration de son terme de service.

9. Les autorités sont tenues de protéger les hommes qui ont été incorporés contre toute atteinte qui serait portée ultérieurement à leur liberté individuelle.

10. Il est strictement interdit aux autorités de garder sous les drapeaux des hommes qui ne sont plus portés sur les contrôles prévus à l'article 7, ou dont le terme de service est expiré, sauf dans le cas de rengagement volontaire.

11. Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de régler tout ce qui a trait à l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

F. P., op. cit., pp. 507-508.

Annexe IV

L'altercation de Kasongo

Nous avons pu retrouver quatorze personnes possédant le souvenir de ce qui se racontait dans les milieux traditionnels sur la rupture entre Tippo-Tipo et Giongo-Latete.

La tradition existe effectivement, dans la région de Kasongo, d'une grave injure subie par Giongo de la part de son 'patron' (7), de Setu (1) ou des Ngwana¹, sans précision (+). Douze versions situent la rupture à un moment précis, et parmi celles-ci neuf la placent au cours d'un repas.

Parmi les neuf 'repas', on trouve quatre fois une concordance textuelle avec la version de Dallons et Cornet: trois fois 'kushusha mchela: diminuer le riz, une fois 'kipimo cha mchela: ... la quantité de riz. Une version substitue de la viande au riz. Deux se contentent de l'ordre de ne pas 'rassasier' Giongo. (Une fois 'wasimshibisha': qu'ils ne le rassasient pas, une fois 'asishibe': qu'il ne soit pas rassasié). On rencontre une fois le refus de lui donner à manger quoi que ce soit, et une fois l'exigence qu'il ne mange pas avec les Ngwana (appel de son ancienne condition d'esclave?).

Trois personnes rapportent 'une dispute' (maneno: des mots) sans précision de circonstances. Deux autres se bornent à constater que Giongo s'est brouillé avec ses anciens maîtres et alliés, chose dont on ne peut douter puisqu'il leur a fait la guerre!

L'une d'elles a par après admis le 'rappel de son ancienne condition d'esclave' comme cause de tension entre lui et les Ngwana. Il s'agit cependant d'une réponse à une question qui fut une maladresse de ma part, et je suis à peu près persuadé d'avoir induit cette précision, dont je propose donc de ne pas tenir compte.

A dix reprises, la nomination de Setu est liée à la dispute, avec à quatre reprises mention nominale de Setu. Par contre, l'informateur pour qui Setu était l'insulteur ne parle pas de cette nomination.

En résumé on a:

Mention: origine	Qui: 1-2 parmi lesquels pas de circonstances: 3 repas: 9 parmi lesquels ne peut manger avec les autres: 1 refus de nourriture: 8 parmi lesquels rien du tout: 1 ration diminuée: 7 parmi lesquels pas de précisions: 2 viande: 1 riz: 4 (3 + 1)	Non: 2
Rôle de Setu: 13, une fois comme insulteur, douze fois, dont quatre nominativement, comme futur 'inspecteur' de Giongo. On peut raisonnablement en tirer que:		
1. on a gardé le souvenir d'un point de rupture précis, qui semble bien être le moment où Tippo-Tipo se méfia assez de Giongo pour lui adjoindre un surveillant;		
2. le maître reprend ses distances d'avec l'ancien esclave, d'où réapparition de ce qui les sépare: ils ne mangent pas ensemble, ou pas la même nourriture;		
3. l'ensemble de la scène est donc située pendant un repas. Ici joue évidemment le goût populaire universel pour les scènes et détails concrets et hauts en couleur.		
Les circonstances exactes, les répliques précises et le menu du jour peuvent très bien être de fioritures issues de l'imagination populaire. Mais il semble bien qu'à la suite des mesures de méfiance prises à son égard, Giongo ait eu avec Tippo-Tipo, accompagné ou non d'autres Ngwana, une scène orageuse et pénible pour son amour-propre.		
Et, à tout prendre, il se peut bien qu'elle se soit passée comme on nous la décrit.		
La version de Dallons et Cornet correspond bien, en tout état de cause, à celle qui domine dans la mémoire populaire.		
Elles entrevues sur lesquelles nous nous basons ont eu lieu en 1973).		

Annexe V

Fin et persistance de l'esclavage en Angola

La traite des Nègres fut longue à mourir et ne disparut que très progressivement dans le courant du XIX^e siècle. On peut cependant s'étonner de la voir encore si active aux alentours de 1900. D'autant plus qu'on nous a appris que Léopold II avait délivré les Congolais de l'esclavage¹ grâce à la victoire de l'EIC sur les Ngwana en 1894.

La traite dont il est question ici n'est pas la traite 'arabe', mais bien angolaise. Elle était en partie illégale.

Les esclaves furent longtemps l'une des principales ressources de l'Angola. Leur exportation se faisait surtout vers le Brésil et on a pu dire avec raison que pendant plusieurs siècles l'Angola fut plutôt une colonie du Brésil que du Portugal. Lors de l'indépendance du Brésil en 1823, il se trouva d'ailleurs des colons angolais, pour prôner, au nom de l'interdépendance², l'union entre l'Angola et son 'client' américain.

En 1870, et malgré un éphémère 'boom' cotonnier dû à la guerre de Sécession, on n'avait toujours pas trouvé d'exportation qui puisse remplacer, sur le plan économique, celle du 'bois d'ébène'. Les gouverneurs prirent des décrets successifs en 1858, en 1875 et en 1899, pour abolir l'esclavage. Le simple fait que l'on ait dû répéter ces décrets montre qu'ils n'eurent aucun effet pratique. Le Brésil, lui, abolit l'esclavage en 1888.

Le caoutchouc, que l'on exporta à partir de 1869, et qui était devenu en 1882 le deuxième produit d'exportation en importance, soutient l'Angola pendant ses années les plus difficiles, autour du grand 'partage de l'Afrique' de 1885, où le Portugal, qui n'avait pas les moyens diplomatiques et militaires de soutenir ses prétentions, vit son empire colonial sérieusement rogné.

L'exploitation des produits agricoles d'exportation, avait été organisée d'abord comme au Brésil ou dans le Sud des Etats-Unis, en vastes plantations utilisant de la main d'œuvre servile. La disparition de la demande brésilienne ne suffit donc pas, à elle seule, à mettre fin à la chasse aux esclaves. En effet, les conditions de travail, de santé, d'alimentation, etc... étaient si dures en Angola, comme dans beaucoup d'autres contrées utilisant des esclaves, (les Antilles françaises, p. ex.

que la reproduction des esclaves ne suffit jamais à compenser leur mortelle, et qu'il fallait sans cesse combler les vides que celle-ci creusait dans la main d'œuvre.

A partir de 1886, cependant, on se mit à exploiter le caoutchouc 'tire des herbes', autrement dit le même caoutchouc sauvage qui valut tant de reproches à Léopold II, et par des méthodes du même genre, avec un large recours au travail forcé des populations locales. L'abolition de 1899 fut donc, si l'on peut dire, la bonne. L'esclavage était désormais remplacé par d'autres formes d'asservissement, mieux adaptées aux circonstances et aux temps modernes, et n'entraînant pas l'infamie qui s'attachait désormais au terme d'esclavage (1).

Il y eut cependant encore, du Congo vers l'Angola, des déplacements forcés de populations, présentant tous les aspects de la traite même s'ils n'en portaient plus le nom. Cela engendra d'ailleurs plusieurs incidents diplomatiques belgo-portugais.

Le P. Dieudonné Rinchon, dans son ouvrage sur la 'Traite au Congo (2)', donne une longue liste de documents divers, dont le dossier de plus de nommée tardes du Ministère belge des Colonies, rapportant des incidents et faits divers qui attestent la persistance de la traite vers l'Angola au moins jusqu'en 1925.

Notes

1. Cette parenté de méthode entre le plus ancien et le plus récent des pouvoirs coloniaux tient sans doute à une similitude de situation : le Portugal, qui est une métropole petite et pauvre, et Léopold II qui n'a que des moyens individuels, doivent faire rapporter leurs colonies avec des moyens dérisoires, d'où une économie de pillage, basée sur la violence et le travail forcé.
2. Rinchon, Dieudonné, op. cit., pp. 122-125.